

Berichte und Aufsätze = Rapports et études

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Jahresbericht / Schweizerische Landesbibliothek = Rapport annuel / Bibliothèque nationale suisse**

Band (Jahr): **89 (2002)**

PDF erstellt am: **27.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Berichte
und
Aufsätze

Rapports
et
études

2002 : quel avenir pour la Bibliothèque nationale suisse?

La clôture d'un chantier important tel que celui de la réorganisation de la BN lancé en 1990 génère forcément deux types de sentiments. Le premier est bien évidemment la satisfaction du devoir accompli, particulièrement lorsque les instances dirigeantes de la Confédération expriment leur satisfaction. Les usagers de la BN se félicitent eux aussi des progrès réalisés; ils disent apprécier les nouveaux services qui leur sont offerts. Nous sommes par ailleurs particulièrement heureux de constater que les collaborateurs de la BN travaillent avec enthousiasme et motivation à leurs nouvelles tâches.

Le second sentiment est peut-être une certaine hésitation, car après un intense travail, on se cherche forcément de nouveaux repères et l'on se demande légitimement comment il convient de poursuivre, se souvenant bien sûr qu'il faut « sans cesse remettre l'ouvrage sur le métier ».

L'année écoulée était donc clairement une année de transition et de réflexions. Comment devons-nous poursuivre ? Quelles orientations donner à notre institution pour les dix prochaines années ? Par où commencer pour mettre en place les prochaines améliorations ? Il est bien difficile de répondre simplement à toutes ces questions, et ceci d'autant plus que l'environnement dans lequel nous nous trouvons ne cesse d'évoluer.

Principales réalisations de la BN en 2002

Avant de se pencher sur ces questions d'avenir, revenons brièvement sur quelques-uns des nombreux projets qui ont occupé l'équipe de la BN en 2002. Bien évidemment, notre premier souci a été de faire fonctionner l'institution dans ses nouvelles infrastructures. En plus des multiples nouveautés qu'il convenait de présenter judicieusement au public, toute la gestion interne a dû être révisée, adaptée,

améliorée et enfin éprouvée. Un peu plus d'une année après la réouverture de notre bâtiment, nous pouvons tirer les premiers bilans et dire toute notre satisfaction à disposer d'un outil parfaitement adapté à nos besoins. Certes, certaines innovations sont plus satisfaisantes que d'autres. Le public n'a pas répondu avec le même intérêt à toutes nos nouvelles prestations, certaines fréquemment sollicitées, d'autres encore peu utilisées, méconnues voire même boudées. Les expériences accumulées durant l'année écoulée nous inciteront à prendre des mesures pour corriger le tir.

En marge des améliorations destinées aux usagers, quatre projets plus directement liés à la gestion stratégique de l'institution, et par conséquent moins visibles, nous ont occupés:

La préparation d'une nouvelle autonomie pour la BN

L'idée d'augmenter l'autonomie de notre institution remonte à plusieurs années. Elle découle aussi bien d'une tendance générale de l'administration fédérale qui a poussé certains offices à mettre en place une gestion par mandat avec budget global, que du caractère de la BN qui se prête parfaitement à une plus grande autonomie. C'est pourquoi nous avons soumis notre proposition aux instances responsables du Département. A notre proposition de faire de la BN une fondation de droit public, M^{me} la Conseillère fédérale Ruth Dreifuss a préféré nous inciter à développer une solution différente estimant que la BN avait un mandat qui contenait principalement des tâches régaliennes et ne devait par conséquent pas être trop éloignée de l'autorité politique. Pour répondre à cette volonté, nous avons travaillé de façon très intense à préparer, pendant l'année écoulée, un mandat de prestations sur quatre ans ainsi qu'un contrat de prestations annuel pour 2003. Ces deux documents qui forment la base d'un accord



entre la direction de la BN et celle de l'Office fédéral de la culture seront utilisés à titre expérimental dès l'année prochaine. Cela nous permettra d'accumuler des expériences afin de préparer une officialisation de la pratique dès que possible. L'article suivant à propos de la nouvelle stratégie de la BN¹ donne plus de détails à ce sujet.

La définition d'une politique de la mémoire en Suisse

Malgré les efforts réalisés par de nombreuses institutions, notre pays connaît un retard important dans le domaine du traitement de la mémoire documentaire. Les ressources manquent ; la coordination étant déficiente, le danger existe d'une utilisation inadéquate des outils à disposition voire de la perte irréversible de documents importants. Notre système fédéraliste ne facilite pas la coordination d'autant plus qu'aucune instance fédérale n'a la responsabilité de se pencher sur cette question. Un mandat, donné par M^{me} Ruth Dreifuss à la direction de l'Office fédéral de la culture à fin 2001, a permis de lancer une vaste réflexion sur cette question qui a largement impliqué la direction de la BN. Pour plus de détails on se référera à l'article « une politique de la mémoire en Suisse »².

L'introduction de la nouvelle politique du personnel de l'administration fédérale

Depuis de nombreuses années, la question du statut des fonctionnaires fédéraux était en discussion. L'évolution des mœurs et celle du marché du travail a conduit la Confédération à revoir sa politique du personnel et à rédiger la nouvelle loi entrée en vigueur au 1er janvier 2002. La mise en oeuvre des modalités prévues par cette loi n'a pas été simple au sein de l'administration fédérale. Pour ce qui est de la BN, cette nouveauté a engendré une surcharge de travail éprouvante pour tous les cadres à un moment particulièrement inopportun puisque nous étions en plein déménagement. De plus, le soutien qui aurait dû être apporté par les spécialistes de l'administration n'a pas toujours été satisfaisant. Par chance, l'esprit d'équipe qui règne au sein de la BN nous a permis de surmonter ces difficultés et de gérer la transition sans trop de douleurs. Il nous res-

tera néanmoins à peaufiner certaines nouvelles pratiques exigées par la loi.

La gestion des documents électroniques

S'il est un projet qu'il faut évoquer dans ce rapide survol, c'est bien celui de la gestion des publications électroniques.³ On sait à quel point l'accélération et la diversité de la production électronique engendrent des problèmes de conservation. Toutes les bibliothèques du monde, et plus particulièrement encore les bibliothèques nationales avec leur mandat patrimonial, ont à faire des progrès et doivent trouver des solutions aux nombreuses questions générées par l'avènement des supports électroniques. Actuellement, il faut bien le dire, aucune institution ne peut prétendre gérer ceci de manière satisfaisante. Des expériences se multiplient dans tous les pays. L'effort de coordination mondial est par conséquent indispensable si l'on veut éviter de développer des solutions incompatibles. Notre souci au niveau suisse est donc d'avancer aussi vite que possible afin de trouver des solutions pragmatiques au traitement et à la conservation des documents électroniques, tout en suivant activement les développements internationaux.

La BN sur la scène nationale et internationale

Nos activités nous amènent aussi à être présents tant au niveau national qu'international :

En Suisse, un de nos soucis fut la révision de la gestion du catalogue national des périodiques, le « RP ». Cet outil, très largement utilisé, devait impérativement être repensé tant il commençait à montrer des signes d'obsolescence. Comparé aux nouveaux outils déployés sur l'Internet auxquels les usagers sont maintenant habitués, il semblait un peu dépassé. Par ailleurs, le coût élevé de sa gestion nous invitait à reconsidérer globalement le problème pour juger s'il convenait de faire des investissements importants pour son amélioration ou si, à nouveau, il était préférable de chercher des solutions dans une coopération internationale. Après une longue réflexion au sein de la BN puis un échange d'opinions avec nos partenaires des bibliothèques universitaires, nous sommes arrivés à la conclusion

1 voir p. 21

2 voir p. 24

3 voir p. 38

qu'il valait mieux s'acheminer vers la solution internationale. L'année 2003 nous verra donc mettre en place les solutions décrites plus loin dans ce rapport.

Sur la scène internationale, notre effort s'est principalement concentré sur l'Europe en participant à plusieurs projets, dont plusieurs financés par l'Union européenne. Trois d'entre eux méritent quelques précisions. Tout d'abord, pour résoudre les problèmes de gestion liés aux archives littéraires, après l'achèvement des travaux de MALVINE, nous nous sommes investis dans le projet LEAF: *Linking and Exploring Authority Files* qui vise à établir une plus grande cohérence dans la dénomination des auteurs du monde entier. Plus ambitieux encore, le projet TEL: *The European Library* prévoit d'établir un réseau performant entre les bibliothèques nationales d'Europe afin de pouvoir satisfaire toutes les demandes de nos usagers. Enfin, nous n'avons pas ménagé nos efforts pour faire avancer le projet MACS: *Multilingual Access to Subjects* qui projette d'offrir un accès multilingue aux catalogues des bibliothèques.

La question de la coopération internationale ne peut pas être traitée sans évoquer l'honneur qui a été fait par la Conférence européenne des directeurs de bibliothèques nationales (CENL) de nommer le directeur de la BN à la présidence de cette fondation qui regroupe les représentants d'une quarantaine de pays. La Suisse se trouve ainsi dorénavant en charge d'une responsabilité dans le développement d'une Europe des cultures. Nous sommes persuadés que notre petit pays peut aussi jouer activement et légitimement dans la cour des grands. Forts de notre tradition fédéraliste et multiculturelle, nous ne manquerons pas d'offrir nos compétences pour une Europe culturelle performante et novatrice.

Perspectives pour 2003 et plus loin ...

« La Bibliothèque nationale suisse est la première ressource documentaire au monde pour la connaissance et la compréhension de la Suisse et sa population . . . » Ainsi se décline la première partie du rapport *Vision de la BN en 2010* qui décrit notre stratégie future. Cette formulation, peut-être un peu idéaliste,

montre clairement que nos intentions ne se limitent pas aux frontières nationales mais que nous souhaitons devenir un point de référence mondial pour la « res helvetica ». Pour atteindre ce but, nous devons développer encore de nombreuses prestations. Il nous faudra aussi mettre un accent tout particulier sur la promotion et la présentation de notre institution dont la visibilité doit encore impérativement être améliorée afin de devenir le lieu de référence pour quiconque se posera une question sur la Suisse. Cela ne sera pas une mince affaire et exigera l'inventivité de toutes les personnes concernées sachant que nos ressources budgétaires limitées nous empêchent d'être médiatiquement aussi présents que nous le souhaiterions. Même si le terme marketing semble un peu incongru dans le vocabulaire associé à une bibliothèque nationale, c'est bien celui que nous devons utiliser pour décrire une grande partie des travaux qui vont nous occuper dès le début de l'année 2003. Nous devons reconsidérer nos pratiques et notre organisation dans le domaine des « activités culturelles » mises en place et dirigées par M. Rätus Luck depuis le début des années nonante. Ce n'est pas sans appréhension que nous avons vu M. Luck quitter au mois de juin 2002 la BN pour une retraite bien méritée tant nous lui sommes redevables. Conscients de l'énorme perte causée par son départ (personne ne connaît comme lui nos collections), nous lui chercherons un successeur qui se trouvera devant un défi important et une tâche passionnante !

« Marketing », « mandat de prestations », « budget global », « gestion par produits », « nouvelles prestations », « publications électroniques » et même « mémopolitique » seront des mots-clés qui feront partie de notre quotidien dès 2003. Ils indiquent clairement qu'une bibliothèque nationale se trouve confrontée à une gestion de plus en plus complexe qui requiert un engagement total de toute l'équipe. Même s'il faut s'attendre à ce que nous devions encore nous améliorer dans tous ces domaines, je suis convaincu que l'équipe de la BN saura faire face à ces échéances.

2002: Was für eine Zukunft bauen wir der Schweizerischen Landesbibliothek?

Der Abschluss eines bedeutenden Unternehmens, wie es die 1990 begonnene Reorganisation der Schweizerischen Landesbibliothek (SLB) war, ruft zwangsläufig zwei widersprüchliche Gefühle hervor. Zunächst natürlich das der Befriedigung über die erfüllte Aufgabe, vor allem wenn die Spitzen des Bundes ihrer Genugtuung Ausdruck geben und die Benutzerinnen und Benutzer sich über die erzielten Fortschritte und die neuen Dienstleistungen, die ihnen angeboten werden, anerkennend äussern. Wir freuen uns aber auch, dass die Mitarbeitenden der SLB sich begeistert und motiviert ihren neuen Aufgaben widmen.

Auf der anderen Seite macht sich eine gewisse Unschlüssigkeit bemerkbar; nach einer mit grossem Einsatz erledigten Arbeit sucht man notgedrungen neue Ziele und fragt sich legitimerweise, wie man weiterfahren soll, und erinnert sich dabei selbstverständlich, dass Erreichtes immer wieder überprüft und vervollkommen werden muss.

Das vergangene war ganz klar ein Jahr des Übergangs und des Nachdenkens. Wohin gehen wir? Welche Richtung geben wir unserer Institution in den nächsten zehn Jahren? Was für Verbesserungen sehen wir als nächstes vor? Es ist nicht leicht, auf all diese Fragen eine direkte Antwort zu finden, um so weniger als das Umfeld, in dem wir uns befinden, sich dauernd verändert.

Die wichtigsten Realisierungen der SLB im Jahr 2002

Bevor wir uns diesen Zukunftsfragen zuwenden, ein kurzer Blick zurück auf einige der zahlreichen Projekte, die die SLB-Mannschaft 2002 beschäftigt haben. Unsere erste Sorge war es zweifellos, die Institution ihren neuen Infrastrukturen anzupassen und umgekehrt. Abgesehen von den vielen Neuerungen, mit denen das Publikum gewissenhaft vertraut zu machen war, galt es, den gesamten internen Betrieb zu revidieren, zu modifizieren, zu ver-

bessern und zu evaluieren. Seit der Wiedereröffnung der Bibliothek ist etwas mehr als ein Jahr vergangen; wir können eine erste Bilanz ziehen und mit Befriedigung feststellen, dass wir über ein Instrument verfügen, das unseren Bedürfnissen völlig entspricht. Gewiss erweisen sich nicht alle Neuerungen als gleich zufriedenstellend. Das Publikum hat nicht alle unsere neuen Dienstleistungen mit gleichem Interesse aufgenommen, nimmt die einen regelmässig in Anspruch, nützt andere wenig oder hat ihren Nutzen noch nicht erfasst, lässt sie sogar unbeachtet. Die Erfahrungen, die wir im vergangenen Jahr gesammelt haben, veranlassen uns jedenfalls, Massnahmen zu treffen, um diesen Befund zu korrigieren.

Abgesehen von Verbesserungen, die den Benutzenden unmittelbar zugute kommen, haben wir uns mit vier Projekten befasst, die im engeren Sinn strategischer Art sind und deshalb nach aussen weniger ins Auge fallen.

Neue Autonomie der SLB:

erste Schritte

Der Gedanke, die Autonomie der SLB zu erweitern, ist schon vor mehreren Jahren entstanden. Er leitet sich ab sowohl von einer allgemeinen Tendenz in der Bundesverwaltung, wo verschiedene Ämter beauftragt wurden, mit Leistungsauftrag und Globalbudget zu führen, wie vom Charakter der SLB, die sich für einen Ausbau ihrer Autonomie durchaus eignet. Wir haben deshalb den verantwortlichen Stellen des Departements diesbezügliche Vorschläge unterbreitet. Entgegen unserem Antrag, die SLB in eine Stiftung des öffentlichen Rechts umzuwandeln, hat Frau Bundesrätin Dreifuss uns angewiesen, eine andere Lösung zu entwickeln; nach ihrer Auffassung hat die SLB ein Mandat, das vor allem hoheitliche Aufgaben beinhaltet, so dass sie stärker an die politische Leitung gebunden bleiben sollte. Wir sind dieser Beurteilung gefolgt und haben im vergangenen Jahr einen vierjährigen Leistungsauftrag sowie eine Lei-

stungsvereinbarung für 2003 ausgearbeitet. Diese beiden Dokumente sind Grundlage einer Vereinbarung zwischen der Direktion der SLB und der Direktion des Bundesamts für Kultur (BAK) und werden nächstes Jahr versuchsweise umgesetzt. Das erlaubt uns, Erfahrungen zu sammeln, anhand derer wir diese Praxis sobald wie möglich officialisieren können. Der Beitrag über die Strategie der SLB im vorliegenden Jahresbericht¹ enthält hierzu Einzelheiten.

Definition einer schweizerischen Memopolitik

Trotz der Bemühungen zahlreicher Institutionen weist unser Land im Bereich des Umgangs mit dem dokumentarischen Gedächtnis einen beträchtlichen Rückstand auf. Die Mittel fehlen, die Koordination ist ungenügend; damit besteht die Gefahr, dass die verfügbaren Werkzeuge schlecht genutzt werden und wichtige Dokumente unrettbar verloren gehen. Unser föderalistisches System erleichtert die Zusammenarbeit nicht, und dies um so weniger, als es keine Dachorganisation gibt, die für diese Frage verantwortlich wäre. Ein Mandat, das Bundesrätin Dreifuss Ende 2001 der Direktion des BAK erteilt hat, gab den Anstoss zu Überlegungen auf breitester Front, an denen sich auch die Direktion der SLB intensiv beteiligt hat.²

Die Einführung der neuen Personalpolitik in der Bundesverwaltung

Die Frage des Status der Bundesbeamten ist während vieler Jahre diskutiert worden. Veränderungen der Lebensweise und des Arbeitsmarkts haben den Bund veranlasst, seine Personalpolitik zu überprüfen; am 1. Januar 2002 ist ein neues Personalgesetz in Kraft getreten. Die Umsetzung der gesetzlichen Bestimmungen innerhalb der Bundesverwaltung erwies sich als nicht ganz einfach. Was die SLB betrifft, hat die Neuerung zu einer spürbaren Mehrbelastung der Kader geführt, und zwar in dem ausgesprochen ungünstigen Zeitpunkt, da wir uns mitten im Umzug befanden. Zudem war die Unterstützung, die uns die Fachleute der Verwaltung anboten, nicht immer zufriedenstellend. Der positive Geist, der in der SLB herrscht, erlaubte uns glücklicherweise, mit diesen Schwierigkeiten fertig zu werden und den Übergang ohne allzu grosse Schmerzen zu vollziehen. Gewisse

neue Abläufe, die das Gesetz vorschreibt, müssen wir allerdings noch verfeinern.

Der Umgang mit elektronischen Dokumenten

Wenn in diesem raschen Überblick ein Projekt erwähnt werden muss, so dasjenige, das sich mit der Verwaltung elektronischer Publikationen befasst.³ Die Konservierungsprobleme, die die immer raschere Herstellung und zunehmende Unterschiedlichkeit elektronischer Produkte verursachen, sind bekannt. Alle Bibliotheken der Welt und insbesondere die Nationalbibliotheken mit ihrem spezifisch «vaterländischen» Auftrag sind verpflichtet, sich hier nach vorn zu orientieren und für die vielen Fragen, die mit der Ausbreitung elektronischer Träger verbunden sind, Lösungen zu finden. Im jetzigen Zeitpunkt kann keine Institution behaupten, sie habe das Problem im Griff. In allen Ländern wird experimentiert; wenn man verhindern will, dass inkompatible Lösungen entstehen, ist es unerlässlich, sich zu einem weltweit koordinierten Vorgehen zusammenzufinden. In der Schweiz müssen wir deshalb so rasch wie möglich für pragmatische Lösungen in der Behandlung und Konservierung elektronischer Dokumente sorgen, gleichzeitig aber die internationalen Entwicklungen im Auge behalten.

Die SLB auf der nationalen und der internationalen Bühne

Unsere Tätigkeit bringt es mit sich, dass wir auch auf nationaler und internationaler Ebene präsent sind. Im nationalen Rahmen haben wir uns unter anderem auf den Schweizerischen Zeitschriften-Gesamtkatalog, das VZ, konzentriert. Dieses viel benutzte Hilfsmittel begann Alterungszeichen aufzuweisen und musste dringend überdacht werden; verglichen mit neuen Instrumenten, die auf dem Internet verfügbar sind und an die sich die Benutzer gewöhnt haben, wirkte das VZ etwas überholt. Zudem veranlassten uns die hohen Betriebskosten, das Problem insgesamt zu analysieren, um beurteilen zu können, ob es sich empfehle, die erforderlichen bedeutenden Mittel in eine Revision zu investieren oder ob, einmal mehr, Lösungen auf dem Weg internationaler Zusammenarbeit der Vorzug zu

¹ Vgl. S. 21.

² Für Einzelheiten s. den Beitrag auf S. 24 des vorliegenden Berichts.

³ Vgl. dazu den Beitrag auf S. 38 des vorliegenden Berichts.

geben sei. Nach reiflicher Überlegung innerhalb der SLB und nach einem Meinungsaustausch mit unseren Partnern in den Universitätsbibliotheken sind wir zum Schluss gekommen, die «internationale» Lösung sei der richtige. Wir werden im Jahr 2003 die entsprechenden Schritte unternehmen.

Auf der internationalen Szene haben wir uns vor allem Europa zugewandt und uns an mehreren Projekten beteiligt, die teilweise von der Europäischen Union finanziert werden. Drei dieser Projekte verdienen, etwas eingehender beschrieben zu werden. Zunächst haben wir uns LEAF: *Linking and Exploring Authority Files* angeschlossen. Es handelt sich um ein Nachfolgeprojekt von MALVINE, das globale Kohärenz in der Ansetzung von Autorennamen bezweckt und in unserem Fall einer Optimierung der Dienstleistungen des Schweizerischen Literaturarchivs dient. Anspruchsvoller ist das Projekt TEL: *The European Library*; um möglichst alle Anfragen ihrer Benutzer befriedigen zu können, soll zwischen den europäischen Nationalbibliotheken ein leistungsfähiges Netzwerk aufgebaut werden. Schliesslich haben wir uns für die Weiterführung des Projekts MACS: *Multilingual Access to Subjects* eingesetzt; hier ist das Ziel der mehrsprachige Zugriff auf Bibliothekskataloge.

Im Zusammenhang mit der internationalen Zusammenarbeit darf die ehrenvolle Ernennung des Direktors der SLB zum Präsidenten der Europäischen Konferenz der Nationalbibliotheksdirektoren CENL nicht unerwähnt bleiben; CENL ist eine Stiftung, in der über 40 Länder vertreten sind. Die Schweiz übernimmt auf diesem Weg Mitverantwortung für den Aufbau eines Europa der Kulturen, und wir sind überzeugt, dass sich unser kleines Land auf dem Spielfeld der Grossen aktiv und legitim betätigen kann. Wir werden nicht verfehlen, auf Grund der föderalistischen und multikulturellen Tradition der Schweiz unsere Kompetenzen in den Dienst eines Europa der kulturellen Leistung und Erneuerung zu stellen.

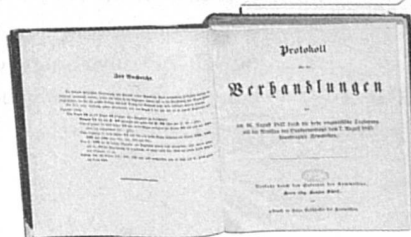
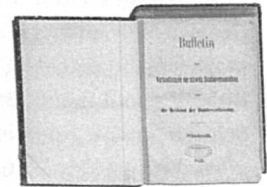
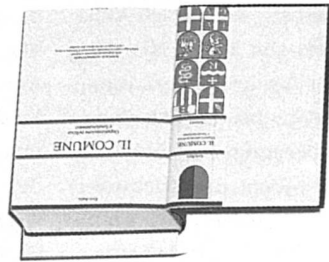
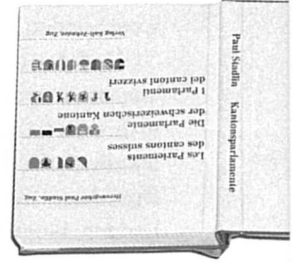
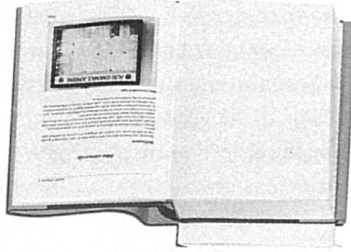
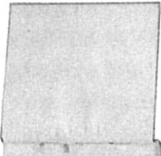
Perspektiven für 2003 und darüber hinaus ...

«Die Schweizerische Landesbibliothek ist weltweit die erste dokumentarische Quelle für die

Kenntnis und das Verständnis der Schweiz und der Schweizer Bevölkerung ...» In diese Worte fasst der erste Teil des Berichts *Vision de la BN en 2010* unsere künftige Strategie. Diese vielleicht ein wenig idealistische Formulierung zeigt deutlich, dass unsere Zukunftspläne nicht an den Landesgrenzen Halt machen, dass wir vielmehr *der* Bezugspunkt für die «res Helvetica» werden wollen. Dieses Ziel ist nur zu erreichen, wenn wir unsere Dienstleistungen weiterentwickeln und ausbauen. Ein besonderer Akzent liegt dabei auf der Werbung und Selbstdarstellung, das heisst: die Visibilität der SLB muss verbessert werden, so dass sich an uns wendet, wer immer eine Frage über die Schweiz hat. Das ist keine geringe Aufgabe und eine Herausforderung an die Findigkeit aller Beteiligten, da die begrenzten finanziellen Mittel es uns nicht erlauben, in den Medien so präsent zu sein, wie wir es wünschen. Der Begriff «Marketing» scheint zwar im Vokabular einer Nationalbibliothek nicht recht am Platz zu sein – dennoch ist es der Begriff, nach dem wir einen Grossteil der Arbeiten orientieren müssen, die uns von 2003 an beschäftigen werden.

Zu überdenken sind auch unsere Praxis und unsere Organisation im Bereich der «kulturellen Aktivitäten», den Rätus Luck anfangs der 1990er Jahren eingerichtet und seither geleitet hat. Nicht ohne Bedauern haben wir Herrn Luck, dem wir viel verdanken, im Juni 2002 in den wohlverdienten Ruhestand entlassen. Sein Weggang bedeutet einen grossen Verlust (niemand kennt wie er unsere Sammlungen); wir suchen für ihn einen Nachfolger, der eine anspruchsvolle und spannende Aufgabe vor sich hat!

«Marketing», «Leistungsauftrag», «Globalbudget», «Führen über die Produktpalette», «neue Dienstleistungen», «elektronische Publikationen» und gar «Memopolitik» sind Schlüsselwörter, die unseren Alltag vom nächsten Jahr an bestimmen werden. Sie besagen unter anderem, dass eine Nationalbibliothek und ihr immer komplexerer Betrieb das uneingeschränkte Engagement der Mitarbeitenden erfordern. Wir werden uns in allen den genannten Bereichen verbessern müssen, und ich bin überzeugt, dass sich die SLB-Mannschaft diesen Aufgaben stellen wird und stellen kann.



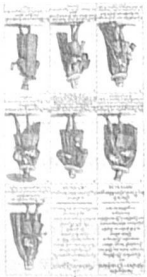
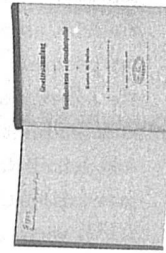
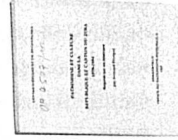
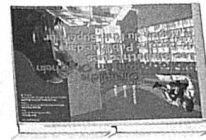
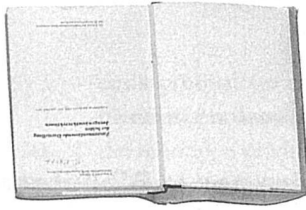
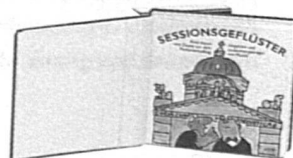
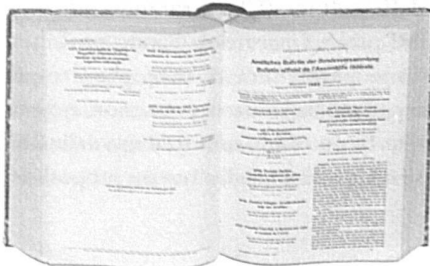
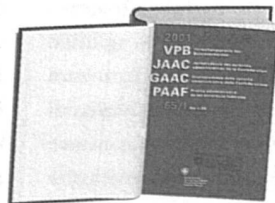
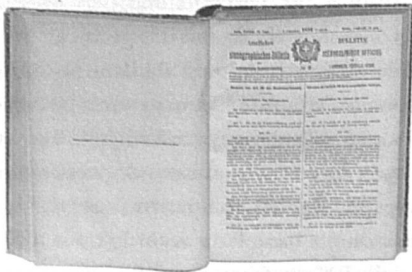
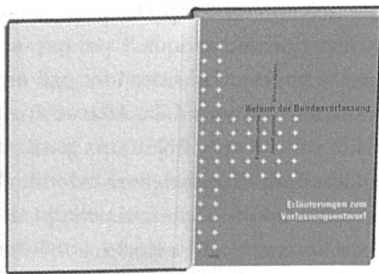
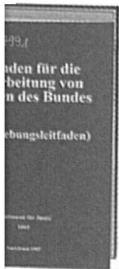
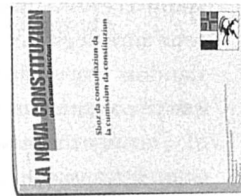


Table with multiple columns and rows of text, possibly a list or index.



2002: quale avvenire per la Biblioteca nazionale svizzera?

La chiusura di un cantiere importante come quello della riorganizzazione della BN, aperto nel 1990, genera forzatamente due sentimenti. Il primo è evidentemente di soddisfazione per il dovere compiuto, in particolare dal momento che gli organi direttivi della Confederazione hanno espresso la loro soddisfazione. L'utenza della BN si felicita anch'essa dei progressi compiuti e apprezza i nuovi servizi offerti. Siamo poi particolarmente lieti di constatare che le collaboratrici e i collaboratori della BN hanno assunto con entusiasmo e motivazione i loro nuovi compiti.

Il secondo sentimento è forse di esitazione, dato che dopo un intenso lavoro si è spinti a cercare nuove sfide e ci si chiede, ed è senz'altro legittimo, come continuare, ricordandosi che quanto è stato ottenuto deve essere costantemente verificato e migliorato.

Lo scorso anno è stato chiaramente un anno di transizione e di riflessione. Come dobbiamo procedere? Come impostare la nostra istituzione nei prossimi dieci anni? Dove cominciare per realizzare i nostri prossimi miglioramenti? È molto difficile rispondere definitivamente a tutti questi interrogativi, tanto più che l'ambiente in cui viviamo non cessa di cambiare.

Le principali realizzazioni della BN nel 2002

Prima di rivolgerci alle questioni dell'avvenire, ritorniamo brevemente su alcuni dei numerosi progetti che hanno occupato l'organico della BN nel 2002. Evidentemente la nostra principale preoccupazione è stata quella di fare funzionare l'istituzione nelle sue nuove infrastrutture. Oltre alle molteplici novità che hanno dovuto essere presentate con coerenza al pubblico, si è trattato di rivedere, aggiornare, migliorare e verificare tutta la gestione interna. Poco più di un anno dopo la riapertura della nostra sede possiamo tracciare i primi bilanci ed esprimere tutta la nostra soddisfazione di disporre di uno strumento perfettamente adeguato alle nostre esigenze.

Certo, alcune innovazioni sono più soddisfacenti di altre. Il pubblico non ha risposto con lo stesso interesse a tutte le nuove prestazioni, alcune utilizzate con una certa frequenza, altre piuttosto trascurate, sconosciute se non addirittura rifiutate. Le esperienze raccolte durante lo scorso anno ci sollecitano a prendere misure correttive.

A prescindere dai miglioramenti destinati all'utenza, ci siamo occupati di quattro progetti più direttamente legati alla gestione strategica dell'istituzione e di conseguenza meno visibili, che tracciamo brevemente qui di seguito.

Primi passi verso una nuova autonomia della BN

L'idea di aumentare l'autonomia della nostra istituzione risale a diversi anni fa e scaturisce sia dalla generale tendenza in atto nell'Amministrazione federale, che ha spinto certi uffici a mettere a punto una gestione su mandato dotandosi di un budget globale, sia dalle prerogative della BN, che si presta perfettamente ad una maggiore autonomia. È per questo che abbiamo sottoposto la nostra idea agli organi dipartimentali responsabili. Alla nostra proposta di trasformare la BN in una fondazione di diritto pubblico la consigliera federale Dreifuss ha preferito incaricarci di sviluppare una soluzione diversa ritenendo che la BN ha un mandato consistente principalmente in compiti sovrani e che pertanto non deve essere troppo staccata dall'autorità politica. Per rispondere a questa volontà abbiamo lavorato intensamente durante lo scorso anno per realizzare un mandato di prestazioni della durata di quattro anni e un contratto di prestazioni annuale per il 2003. I due documenti, che costituiscono la base di un accordo tra la direzione della BN e la direzione dell'Ufficio federale della cultura (UFC), saranno attuati a titolo di prova a partire dall'anno prossimo. Questo ci permetterà di raccogliere esperienze per ufficializzare la prassi non appena possibile. Il contributo sulla strategia della BN¹ fornirà maggiori dettagli a questo proposito.

¹ vedi p. 21

Definizione di una politica della memoria in Svizzera

Nonostante gli sforzi di numerose istituzioni, il nostro Paese denota un notevole ritardo nell'ambito del trattamento della memoria documentaria. Mancano i mezzi necessari, il coordinamento è carente e sussiste anche il pericolo di un'utilizzazione inadeguata degli strumenti a disposizione e della perdita irrimediabile di documenti importanti. Il nostro sistema federalista non facilita il coordinamento, tanto più che non vi è alcuna organizzazione mantello cui affidare la responsabilità in materia. Un mandato attribuito dalla consigliera federale Dreifuss alla direzione dell'UFC alla fine del 2001 ha stimolato un dibattito di ampio respiro sulla questione, che ha visto direttamente implicata anche la direzione della BN. Per maggiori dettagli si rimanda al contributo sulla politica della memoria in Svizzera.²

Introduzione della nuova politica del personale dell'Amministrazione federale

La questione dello statuto del personale federale era in discussione da diversi anni. L'evoluzione del tenore di vita e del mercato del lavoro ha spinto la Confederazione a rivedere la sua politica del personale e a redigere la nuova legge entrata in vigore il 1° gennaio 2002. L'attuazione delle modalità contemplate da questa legge non è stata facile per l'Amministrazione federale. Per la BN questa novità ha generato in particolare un sovraccarico di lavoro non indifferente per i quadri, in un momento reso particolarmente impegnativo dal trasferimento nella vecchia sede. Inoltre il sostegno che avrebbe dovuto esserci apportato dagli specialisti dell'amministrazione non è stato sempre soddisfacente. Lo spirito d'équipe che regna alla BN ci ha consentito di superare queste difficoltà e di gestire il momento di transizione senza troppe perdite. Ora non ci resta che perfezionare alcune nuove procedure prescritte dalla legge.

Gestione dei documenti elettronici

Se c'è un progetto che deve essere menzionato in questa breve panoramica, allora è senz'altro la gestione delle pubblicazioni elettroniche.³ È noto a che punto l'accelerazione e la diversità

della produzione elettronica provocano problemi di conservazione. Tutte le biblioteche del mondo, e più in particolare le biblioteche nazionali con il loro mandato legato al patrimonio culturale, devono fare progressi e devono trovare soluzioni ai numerosi interrogativi causati dall'avvento dei supporti elettronici. Al momento, occorre sottolinearlo, non esistono istituzioni in grado di gestire il problema. In tutti i paesi sono in corso dei progetti pilota. Per impedire la messa a punto di soluzioni incompatibili occorre un coordinamento a livello mondiale. Il nostro intento a livello svizzero è dunque quello di procedere il più rapidamente possibile per trovare soluzioni pragmatiche applicabili al trattamento e alla conservazione dei documenti elettronici, seguendo attentamente gli sviluppi internazionali.

La BN sulla scena nazionale e internazionale

Le nostre attività ci portano ad essere presenti sul piano sia nazionale che internazionale. In Svizzera abbiamo provveduto a rivedere la gestione del catalogo nazionale dei periodici, il cosiddetto RP. Questo strumento largamente utilizzato ha richiesto un intervento urgente in quanto cominciava a mostrare segni di obsolescenza. Paragonato ai nuovi strumenti in Rete, ai quali l'utenza si è nel frattempo abituata, sembrava piuttosto sorpassato. Anche il costo elevato della sua gestione ci ha spinti a riconsiderare globalmente il problema per giudicare se conveniva fare investimenti notevoli per migliorarlo o se non era preferibile, piuttosto, cercare soluzioni nella cooperazione internazionale. A conclusione di lunghe riflessioni all'interno della BN e di uno scambio di opinioni con le biblioteche universitarie siamo giunti alla conclusione che sarebbe stato meglio optare per la soluzione internazionale. Nel 2003 provvederemo ad attuare dunque le soluzioni descritte più avanti nel presente rapporto.

Sulla scena internazionale il nostro sforzo si è concentrato principalmente sull'Europa con la partecipazione a vari progetti, alcuni dei quali finanziati dall'Unione Europea. Tre di questi progetti meritano qualche precisazione. Anzitutto, per migliorare la gestione

² vedi p. 24

³ vedi p. 38

dell'Archivio svizzero di letteratura, dopo avere portato a termine il progetto MALVINE, abbiamo affrontato il progetto LEAF (Linking and Exploring Authority Files), che punta a realizzare una maggiore coerenza nella denominazione delle autrici e degli autori nel mondo intero. Più ambizioso ancora, il progetto TEL (The European Library) prevede di stabilire una rete efficace tra le biblioteche nazionali europee al fine di soddisfare le richieste dell'utenza. Infine, ci siamo impegnati nel progetto MACS (Multilingual Access to Subjects), che dovrebbe offrire un accesso multilingue ai cataloghi delle biblioteche.

La questione della cooperazione internazionale non può essere trattata senza ricordare l'onore concesso dalla Conferenza europea dei direttori delle biblioteche nazionali (CENL) con la nomina del direttore della BN alla carica di presidente di questa fondazione, che raggruppa i rappresentanti di una quarantina di paesi. La Svizzera sarà dunque d'ora in avanti corresponsabile nell'ambito dello sviluppo di un'Europa delle culture. Siamo persuasi che il nostro piccolo Paese può assumere un ruolo attivo e legittimo tra i grandi. Confidando nella nostra tradizione federalista e multi-etnica non mancheremo di offrire le nostre competenze al servizio di un'Europa orientata al rendimento e all'innovazione culturali.

Le prospettive per il 2003 e oltre

«La Biblioteca nazionale svizzera è la prima fonte documentaria al mondo per la conoscenza e la comprensione della Svizzera e della popolazione svizzera.» In questi termini è riassumibile la nostra strategia futura, come figura nella prima parte del rapporto sulla visione della BN nel 2010. Questa formulazione, forse leggermente idealistica, mostra chiaramente che le nostre intenzioni non si limitano alle frontiere nazionali, ma che le superano facendo della BN piuttosto il punto di riferimento mondiale per la «res Helvetica». Per raggiungere questo obiettivo dovremo sviluppare ulteriormente le nostre prestazioni. Dovremo poi mettere un accento particolare sulla promozione e sulla presentazione della nostra istituzione, la cui visibilità lascia ancora a desiderare, al fine di diventare il punto di

riferimento per chiunque abbia delle perplessità sulla Svizzera. Si tratta di un compito da non sottovalutare, che richiederà l'inventiva di tutte le persone coinvolte, consapevoli che le limitate risorse budgetarie ci impediscono di essere presenti nei media nella misura da noi auspicata. Il concetto di «marketing» appare forse fuori luogo nel vocabolario di una biblioteca nazionale, e tuttavia è il concetto che dobbiamo utilizzare per descrivere gran parte dei lavori che affrontiamo a partire dall'inizio del 2003.

Dovremo riconsiderare le nostre procedure e la nostra organizzazione nell'ambito delle attività culturali messe a punto e dirette da Rätus Luck fin dall'inizio degli anni Novanta. Non senza accusare una certa apprensione l'abbiamo visto partire dalla BN nel giugno scorso verso il ben meritato pensionamento. Gli siamo riconoscenti per quanto ha compiuto alla BN e, consapevoli dell'enorme perdita causata dalla sua partenza (nessun altro conosce altrettanto bene di lui le nostre collezioni), gli cercheremo una valida successione, che si troverà di fronte a una sfida importante e a un compito stimolante!

«Marketing», «mandato di prestazioni», «budget globale», «gestione mediante i prodotti», «nuovi servizi», «pubblicazioni elettroniche» e anche «politica della memoria» sono parole chiave che determineranno il nostro lavoro quotidiano nei prossimi tempi. Indicano chiaramente che una biblioteca nazionale si trova ad affrontare una gestione sempre più complessa, che richiede un impegno totale di tutto l'organico. Anche se dovremo ottenere dei miglioramenti in tutti i settori, sono convinto che le collaboratrici e i collaboratori della BN sapranno cogliere la sfida.

Jean-Frédéric Jauslin, directeur de la Bibliothèque nationale suisse
Marie-Christine Doffey, vice-directrice de la Bibliothèque nationale suisse

La stratégie de la Bibliothèque nationale pour la période 2003 – 2006

L'avenir de la BN : de Ramsès à la vision 2010

Antoine de Saint-Exupéry affirmait que « préparer l'avenir, ce n'est que fonder le présent... ». Appliquée à la BN, cette maxime reflète parfaitement l'état d'esprit qui nous a animés durant l'année 2002. Ce que nous avons mis sur pied durant les dernières années nous permettra de construire notre futur. La BN dispose d'une équipe performante et, depuis l'année 2001, de locaux adéquats pour réaliser les tâches que demande la Confédération. Sa gestion a été améliorée durant les dernières années. Nous sommes donc en mesure de réaliser de grands projets et prêts à affronter l'avenir avec enthousiasme. Toutefois, comme le disait encore Saint-Exupéry, « Ceux-là s'usent dans l'utopie et les démarches de rêve, qui poursuivent des images lointaines, fruits de leur invention ». Comment imaginer nos rêves sans qu'ils deviennent des utopies ? Ou plus concrètement dans notre jargon fédéral, comment faire face aux échéances du monde du traitement de l'information en sachant que nos ressources n'y suffiront pas ? Cette question va malheureusement faire partie de notre quotidien ces prochaines années, mais une chose est certaine, dès la fin du projet Ramsès représentant la première phase de modernisation de notre institution, il était impératif de préparer l'avenir avec méthode. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire pour parvenir à définir une vision à long terme de notre institution et de décrire la stratégie que nous devons appliquer pour l'atteindre.



« La Bibliothèque nationale suisse est la première ressource documentaire au monde pour la connaissance et la compréhension de la Suisse et sa population.

Sa priorité est de rendre accessible ses diverses collections à toutes et à tous en Suisse et à l'étranger. Dans ce but, elle les enrichit, les met en valeur et les préserve pour les générations actuelles et futures.

Par l'excellence de son infrastructure de communication, par le professionnalisme de son personnel et par ses contacts étroits avec d'autres sources d'information, la BN est un partenaire de premier ordre dans le réseau national et international des ressources et de la transmission de l'information. »

Ainsi se décline notre vision par laquelle nous voulons positionner la BN comme centre de référence pour quiconque cherche de l'information sur la Suisse. Même si notre rôle est tout d'abord patrimonial, et donc axé sur la préservation des documents, nous voulons offrir l'accès le plus large possible à nos collections. Nous savons que cette voie est difficile car nous nous trouvons souvent confrontés au dilemme, conservation – mise à disposition, ou en d'autres termes – préservation et dommages, voire perte des documents uniques. Pour régler ce dilemme nous voulons utiliser de nouvelles technologies qui permettront de diffuser de l'information en digitalisant à la demande les documents qui nous seront demandés.



Une nouvelle vision pour 2010

La première étape pour définir notre nouvelle stratégie a consisté à nous mettre d'accord sur une vision à long terme de ce que nous entendons réaliser :

Influence des facteurs externes

Une fois d'accord sur cette vision, nous nous sommes attachés à analyser l'environnement dans lequel nous évoluons. Les principaux facteurs d'influence que nous avons identifiés sont :

La Suisse dans le contexte européen,
La globalisation,
La politique culturelle de notre pays,
L'importance de la recherche et de la formation,
La production de nouveaux médias,
L'évolution de la technologie,
Les besoins des usagers,
Les nouvelles tendances de gestion dans l'administration,
Le développement de nos partenaires.

Tous ces éléments vont influencer notre avenir d'une manière ou d'une autre. Il nous faut donc anticiper leur évolution et les suivre attentivement afin de ne pas se laisser surprendre si nous avons tablé sur une option erronée.

La situation actuelle de la BN

Le contexte externe étant ainsi décrit et analysé, il était nécessaire de faire un bilan réaliste des efforts que nous avons faits ces dernières années afin de juger de nos forces et de nos faiblesses. Tous ces éléments ont été classés dans quatre groupes :

Nos domaines d'excellence

Dans ce domaine, c'est sans aucun doute la compétence des collaborateurs et des collaboratrices qui prédomine.

Les zones en danger

Notre informatique et notre capacité d'innovation nous créent le plus de soucis.

Les domaines à large potentiel

Notre capacité à jouer un rôle prépondérant sur les scènes nationales et internationales nous offre de grandes ouvertures.

Les secteurs qui nécessitent un changement

Une augmentation de notre autonomie s'avère essentielle pour répondre de manière flexible et suffisamment rapide aux besoins de nos usagers.

Les orientations principales de la nouvelle stratégie

Cette analyse des facteurs externes et de notre situation actuelle nous a alors permis de dégager les quatre axes principaux de notre évolution.

Orientation client

Notre premier objectif est d'améliorer nos prestations pour les usagers. Malgré l'effort que nous avons fait, nous savons que nous avons encore des progrès à réaliser. Cette volonté de nous orienter vers nos clients va nous amener à développer encore l'état d'esprit de notre équipe pour que nous adoptions spontanément une approche d'entreprise de services.

Coopération et Coordination

Notre rôle de « Centre de compétence Helvetica » doit être reconnu au niveau international. Pour ce faire, nous allons développer nos relations avec d'autres institutions étrangères, notamment les bibliothèques nationales européennes et plus particulièrement avec celles des pays membres de l'Union européenne pour leur permettre de faire connaître à leurs usagers les richesses patrimoniales de la Suisse. De plus, seule une intense collaboration avec les autres bibliothèques nationales nous permettra d'intégrer les normes et standards de gestion bibliothéconomique internationaux dans notre propre politique.

La BN assume à ses frais depuis de nombreuses années des tâches qui relèvent de la collaboration et coordination nationale. Les prestations offertes servent en premier lieu les usagers institutionnels du pays avec lesquels une collaboration est effective. Il s'agit en particulier du Catalogue collectif des monographies et du Catalogue collectif des publications en série. La BN contribue aussi à la coordination du prêt entre bibliothèques ainsi qu'à la gestion du logiciel ILL99 pour le prêt entre bibliothèques. Avec les partenaires directement concernés, la BN entend évaluer ces produits et prestations, redéfinir leur finalité et leur développement en regard des besoins actuels et futurs et des développements technologiques, et ce dans le but de revoir globalement leur financement en vue d'une diminution de la charge exclusive sur le budget de la BN.

Visibilité

De nombreuses personnes nous signalent fréquemment combien la BN a évolué ces dernières années et comment elles apprécient les manifestations que nous avons mises sur pied.

Il est vrai que nous n'avons pas ménagé nos efforts pour rendre plus visible notre institution et les activités qui s'y déroulent. Toutefois, nous devons être conscients que nous sommes dans un monde extrêmement concurrentiel et qu'il nous faudra nous battre pour obtenir les ressources nécessaires à notre évolution. Si nous voulons être visibles, ce n'est pas par vanité, mais bien parce que c'est le seul moyen de faire entendre notre voix auprès des décideurs politiques.

Concentration sur le métier de base

La fonction prioritaire de la BN est *de Collecter, Conserver, Communiquer et Promouvoir les Helvetica*. La loi de 1993 précise que la BN doit se préoccuper de tous les supports d'information. Malgré les progrès réalisés cette dernière décennie, nous devons améliorer notre capacité à répondre à ce mandat, notamment dans le secteur des publications électroniques. Nous allons donc développer nos compétences propres dans la gestion de nos collections, concentrer le maximum de ressources dans ce but, tout en optimisant les procédures de travail et l'allocation des ressources.

Nous devons également intensifier la collaboration avec les autres institutions du pays qui se préoccupent de conserver les documents qui relèvent de la loi sur la BN notamment dans le cadre de l'introduction d'une loi sur le Dépôt légal. Nous développerons ainsi l'idée du « Réseau national Helvetica ». Il s'agit non seulement de renforcer nos contacts avec les autres bibliothèques patrimoniales, principalement les bibliothèques cantonales, mais aussi de développer des synergies avec des institutions qui gèrent des collections de documents différents de ceux que l'on trouve habituellement dans les bibliothèques.

La nouvelle orientation « produits » de la BN

Mettre au mieux en œuvre une stratégie tout en utilisant les méthodes de la nouvelle gestion publique, tel fut l'accord dont nous avons convenu avec la Direction de l'OFC, avec à la clé un mandat de prestations pour la période 2003 – 2006 et du contrat annuel 2003. Ce processus de réforme a été entamé dans le but premier de donner plus d'autonomie d'entre-

prise à la BN, afin de mieux répondre aux exigences et attentes en continuelle évolution aussi bien de l'Etat que de ses clients privés. Ceci passe par une gestion par output avec un budget global en lieu et place d'une gestion traditionnelle par input. Nous avons introduit petit à petit ces nouveaux instruments, en commençant au cours de nombreux ateliers de travail avec l'ensemble des cadres de la BN, à définir les produits de la BN. Tous les processus centraux qui ne sont ni des processus de direction ni des processus de support ont été soigneusement identifiés et définis. Ainsi les prestations de la BN se regroupent autour de cinq groupes de produits :

- La transmission des médias et informations
- Les collections
- La promotion
- La coopération
- La formation et la recherche.

Chaque groupe a été décomposé en produits spécifiques et pour l'ensemble des objectifs précis et mesurables ont été définis avec des moyens financiers. Ce n'est qu'une première étape vers le chemin long et complexe de la gestion par mandats de prestations et enveloppe budgétaire (GMEB). Nous entamerons dès 2003, d'entente avec la direction de l'OFC, les démarches auprès du Département de l'intérieur et de l'Office du personnel pour que la BN devienne un candidat officiel à la GMEB.

Conclusion

La maxime qui est gravée sur le monument célébrant l'édification de la grande digue du Nord fermant l'ancien Zuiderzée précise qu'« un peuple qui vit travaille pour son avenir ». Nous voulons faire nôtre cette volonté exprimée par nos amis hollandais qui nous montrent fréquemment, aussi dans le monde des bibliothèques, quel est le chemin à suivre. Nous leur sommes redevables de maints conseils pour notre développement. Ils ne nous contrediront pas lorsque nous affirmons que la définition d'une stratégie et sa mise en application est un facteur fondamental des succès que nous pourrions obtenir.

Une politique de la mémoire en Suisse

Historique

Le 1^{er} décembre 2000, Mme la Conseillère fédérale Ruth Dreifuss a participé à une réunion de la Commission de la Bibliothèque nationale suisse (COM-BN) présidée par Mme Rosemarie Simmen. Les débats portèrent essentiellement sur l'analyse de la fusion du 1^{er} janvier 1997 de la Commission fédérale pour l'Information scientifique (CIS) et de l'ancienne COM-BN. Le bilan est assez mitigé : la nouvelle COM-BN, formée de représentants des deux commissions, n'a pas trouvé une assise lui permettant de jouer un rôle prépondérant et efficace dans le traitement de l'information de notre pays. La réduction du groupe à neuf membres – la CIS était composée d'une vingtaine de membres, la COM-BN de neuf personnes – n'explique pas à elle seule le manque d'orientation ressenti par les membres. L'analyse faite durant la réunion du 1^{er} décembre a conduit à deux constats : il fallait tout d'abord redéfinir le rôle, le champ d'actions et les compétences de la nouvelle COM-BN. Puis il apparut nécessaire de mettre en place une véritable politique de la mémoire documentaire en Suisse. Dans ce domaine, nous dûmes bien constater que notre pays accusait un retard important par rapport aux pays voisins. La COM-BN pourrait certes jouer un rôle prépondérant dans ce domaine mais Mme Dreifuss estima qu'il était nécessaire tout d'abord de fixer le cadre et les modalités de cette action. C'est pourquoi, elle donna mandat à la direction de l'Office fédéral de la culture de réfléchir à cette question et la pria de créer un groupe de travail chargé de fixer les bases d'une politique de la mémoire en Suisse. Ce groupe de travail fut constitué en 2001. Il réunit des représentants des offices fédéraux concernés par ce problème ainsi que la présidente de la COM-BN, le directeur de Memoriv et le directeur de l'IDHEAP. Après un rapport intermédiaire remis à Mme Dreifuss en 2001, le groupe de travail intensifia le rythme de ses réunions durant le premier semestre 2002 afin de remettre ses conclusions et ses

propositions à la Cheffe du Département fédéral de l'intérieur (DFI) au mois de juin de cette même année.

Méthodes de travail

Le travail fut réparti en deux groupes. Un groupe restreint, constitué de huit personnes (M^{mes} Simmen et Nyffeler, MM. Bieri, Deggeler, Graf, Jauslin, Knoepfel, Streiff) a pris en charge le gros des réflexions et s'est réuni à quatre reprises durant une demi-journée. Un groupe élargi, constitué de responsables de collections internes à l'administration fédérale (Alexandria, Bibliothèque militaire, etc. ...), de responsables de collections externes à l'administration fédérale (Cinémathèque, Phonothèque, SSR-SRG Idée suisse, etc. ...) et de responsables politiques, fut invité à deux reprises. La première réunion permit de mieux connaître les activités, les avis et les différentes situations des responsables présents. Lors de la seconde réunion on soumit à ce groupe élargi les propositions élaborées entre-temps par le groupe restreint; enfin le tout fut présenté aux responsables du DFI.

Réflexions du groupe de travail

En substance, les réflexions du groupe de travail conduisaient aux conclusions et aux propositions suivantes :

- Notre pays a effectivement besoin d'une nouvelle politique de la mémoire. Son retard dans ce domaine est très important.

- Une véritable politique de la mémoire ne peut se restreindre à la seule action de la Confédération. Les cantons, les communes et même les privés doivent y être associés d'une façon ou d'une autre. Sur ce point, Mme Dreifuss avait précisé très clairement dans son mandat qu'elle souhaitait, dans un premier temps, limiter les réflexions aux seuls partenaires directs de la Confédération, estimant à juste titre la tâche déjà fort complexe. Le groupe de travail, d'accord sur le principe de

la restriction, admit volontiers qu'il fallait commencer au moins par la Confédération. Toutefois un élargissement aux autres instances lui semble à terme inéluctable.

- Pour élaborer une politique de la mémoire satisfaisante, il y a lieu de réunir trois types d'acteurs : les producteurs, les conservateurs et les usagers de l'information. Pour l'instant, seul le deuxième groupe est vraiment impliqué dans le processus.

- La sélection des documents est impérative dans la mesure où il est inenvisageable de conserver toute l'information produite. Il convient donc de hiérarchiser entre l'information générale de tous les producteurs et celle plus restreinte conservée à long terme et qu'on nommera la mémoire nationale. Cette dernière est donc un sous-ensemble de l'information produite sous toutes ses formes. Qui dit sous-ensemble, implique processus de sélection. Deux questions fondamentales se posent à ce niveau : qui doit procéder à cette sélection et quels sont les critères applicables ? Le groupe de travail ne s'est pas prononcé de manière concluante à ce propos.

- Une révision de l'organisation du partenariat entre les acteurs concernés est nécessaire. Voici trois variantes possibles:

1. Le maintien d'une structure très décentralisée, laissant une grande autonomie aux institutions chargées de conserver des catégories de documents spécifiques.
2. La création d'une nouvelle institution chargée de récupérer ce qui aura été sélectionné pour constituer la mémoire nationale.
3. L'instauration d'une commission de régulation chargée de coordonner les actions entre les institutions de conservations et les autres acteurs.

Estimant qu'une politique volontariste est nécessaire, le groupe de travail a proposé que la troisième variante soit retenue.

Réactions du Département fédéral de l'intérieur

Après avoir reçu le rapport au début juillet, M^{me} la Conseillère fédérale Ruth Dreifuss a mis à profit la pause d'été pour se pencher sur ce dossier et a invité la direction de l'Office de la culture à une réunion qui se tint le 27 août

2002 pour lui faire part de ses réflexions. En premier lieu, elle confirma le bien-fondé de ce questionnement sur la conservation de la mémoire et jugea qu'il fallait accorder à ce projet une attention et des moyens adéquats. Elle a toutefois exprimé sa déception sur le peu de substance apportée à ces réflexions. Pour elle, la question de l'organisation sur laquelle le groupe a longuement débattu, n'était pas prioritaire. Par ailleurs, elle ne peut envisager de s'orienter vers la variante proposée qui exigerait trop d'énergie pour sa mise en place. Par contre, elle souhaiterait vivement en savoir plus sur deux questions fondamentales qui sont :

Quelles catégories de documents faut-il conserver ?

Quelles institutions doivent être impliquées dans ce processus ?

M^{me} Dreifuss a donc décidé de prolonger le mandat jusqu'au mois de juin 2003 et a prié la direction de l'Office fédéral de la culture de s'en charger. Elle a exprimé également le désir que l'on progresse sans attendre dans le dossier de l'introduction d'un dépôt légal au niveau national.

Suite à donner

Annoncée à la fin 2002, la démission de M^{me} Dreifuss pose quelques nouvelles questions. M. Couchepin, son successeur à la direction du Département fédéral de l'intérieur, aura-t-il les mêmes visions et les mêmes intentions? Le groupe de travail, réuni le 12 décembre 2002, a estimé qu'il fallait impérativement lui soumettre le dossier afin de savoir quelle direction prendre. Le directeur de la BN fut chargé de préparer un bref rapport à remettre au nouveau Chef du DFI pour connaître ses réactions dans les meilleurs délais et savoir s'il confirme les orientations de M^{me} Dreifuss. Toutefois, pour le groupe de travail, il est évident que les réflexions doivent se poursuivre sans délai afin d'arriver à corriger rapidement une situation déjà bien inquiétante.

Zwischen Ordnen und Forschen: Gedanken zu den wissenschaftlichen Aufgaben des Schweizerischen Literaturarchivs



Das Schweizerische Literaturarchiv (SLA) verfügt im Bereich Schweizer Literatur des 20. Jahrhunderts über weltweit einzigartige Bestände von literarischen und historischen Archiven und Nachlässen. Für literaturwissenschaftliche Quellenforschung in Bezug auf das 20. Jahrhundert ist das SLA weltweit der erste Ansprechpartner. Nun hat der Bundesrat den politischen Willen zur Intensivierung der Förderung der Geisteswissenschaften bekundet – eine Herausforderung für das Schweizerische Literaturarchiv.

Diese verbesserten Voraussetzungen sollen entsprechend reflektiert und wo immer möglich verbessert werden. In diesem Zusammenhang macht sich der vorliegende Beitrag Gedanken zur Frage geistes- und literaturwissenschaftlicher Forschung im Kontext Archiv. Bereits in den letzten Jahren hat sich das SLA, wenn auch unter knappen personellen Bedingungen, um Forschung an den eigenen Materialien bemüht. So konnten mehrere Nationalfonds- und von dritter Seite unterstützte Forschungsprojekte (zu Dürrenmatt, Cendrars sowie zu den geisteswissenschaftlichen Nachlässen von Salis, Meienbergs, Golo Manns und Arnold Künzlis) erfolgreich durchgeführt werden. Ausserdem wurde ein internationales Kolloquium zum Umgang mit literarischen Quellen veranstaltet.

Weitere Schritte zur Forschungsförderung sind gegenwärtig in Planung. So sollen die Kontakte zu in- und ausländischen Universitäten ausgebaut werden, ausserdem wird die Beantragung eines neuen Forschungsprojektes erwogen. Als Grundlage für all die Forschungsprojekte hat sich das SLA ausserdem zum Ziel gesetzt, seine Funktion als Informationsdrehscheibe und Anlaufstelle für Recherchen über die Literaturen der Schweiz zu verstärken.



Les Archives littéraires suisses (ALS) disposent dans le domaine de la littérature suisse du 20^e siècle d'un fonds exceptionnel d'archives et de fonds littéraires et historiques. En ce qui concerne la recherche des sources, les ALS sont le premier interlocuteur pour ce qui touche au 20^e siècle. Le Conseil fédéral vient de manifester la volonté d'intensifier l'encouragement aux sciences humaines – un défi pour les Archives littéraires suisses.

Cette amélioration des conditions devra être prise en compte. Le présent mémo voudrait s'interroger sur la recherche dans les domaines de la littérature et des sciences humaines considérées dans la perspective des archives. Durant ces dernières années, et bien qu'en situation de sous-effectif, les ALS se sont efforcées de démarrer des travaux de recherche. Plusieurs projets de recherche (consacrés à Dürrenmatt et Cendrars ainsi qu'aux fonds scientifiques von Salis, Meienberg, Golo Mann et Arnold Künzli) financés par le Fonds national et des instances tierces ont ainsi été menés à bien. En outre, un colloque international consacré à la gestion des sources littéraires a été mis sur pied.

D'autres démarches visant à encourager la recherche sont actuellement à l'étude. C'est ainsi que les contacts avec les universités suisses et étrangères devront être renforcés ; en outre, le dépôt d'un nouveau projet de recherche est envisagé. Comme base à tous les projets de recherches, les ALS se sont fixé pour objectif de renforcer leur position de centre d'informations et de recherches sur les littératures de Suisse.

L'Archivio svizzero di letteratura (ASL) dispone di un corpus, unico nel suo genere, di archivi e lasciti letterari e storici relativi alla letteratura svizzera del Novecento. Per la ricerca letteraria svizzera sulle fonti del secolo scorso, l'ASL è il primo punto di riferimento. Recentemente il Consiglio federale ha segnalato l'intenzione politica di promuovere più intensamente le discipline umanistiche, intenzione che rappresenta una sfida anche per l'ASL.

Di fronte a queste nuove premesse occorre riflettere e apportare i dovuti miglioramenti. A questo proposito il presente contributo affronta la questione della ricerca filologica nel contesto archivistico. Già negli ultimi anni, nonostante la carenza di personale, l'ASL ha promosso ricerche su materiali che gli sono stati affidati. È così che ha potuto portare a termine con successo vari progetti, sia del Fondo nazionale che sostenuti da terzi, dedicati tra l'altro a Dürrenmatt, Cendrars, von Salis, Meienberg,

Golo Mann e Arnold Künzli. L'ASL ha poi organizzato un colloquio internazionale sui rapporti con le fonti letterarie.

Presentemente stiamo valutando ulteriori procedimenti di promozione della ricerca. Tra l'altro è previsto intensificare i contatti con le università svizzere e straniere e di chiedere l'attribuzione di un nuovo progetto di ricerca. Alla base di questi sforzi l'ASL si è proposto di consolidare la sua funzione di piattaforma d'informazione e di punto di riferimento per le indagini sulle letterature svizzere.

Während längerer Zeit standen die Geisteswissenschaften politisch unter starkem Rechtfertigungsdruck, immer wieder hat sich gezeigt, dass die Politik ihren Rotstift gerne im geisteswissenschaftlichen und kulturellen Bereich ansetzt. Eine neue Tendenz scheint sich nun zunehmend abzuzeichnen: Der Budgetrahmen für die wissenschaftliche Forschung soll für die Periode 2004–2007 erhöht werden, insbesondere sollen auch die Geisteswissenschaften verstärkte Förderung erfahren.

Dieser politische Wille zur Intensivierung der Förderung der Geisteswissenschaften stellt für das SLA eine Herausforderung dar. Das SLA verfügt im Bereich Schweizer Literatur des 20. Jahrhunderts über weltweit einzigartige Bestände von literarischen und historischen Archiven und Nachlässen. Wer über Friedrich Dürrenmatt, Hermann Hesse, Jean Rudolf von Salis, Patricia Highsmith u.a. arbeitet, kommt an den Sammlungen des SLA nicht vorbei; kurz: für literaturwissenschaftliche Quellenforschung in Bezug auf das 20. Jahrhundert ist das SLA weltweit der erste Ansprechpartner.

Diese besondere Ausgangslage soll unter den neuen Voraussetzungen entsprechend reflektiert und wo immer möglich verbessert werden. In diesem Zusammenhang macht sich der vorliegende Beitrag einerseits Gedanken zur Frage geistes- und literaturwissenschaftlicher Forschung im Kontext Archiv und zieht die Bilanz dessen, was im SLA in dieser Hinsicht bisher erreicht werden konnte. Andererseits wird der Versuch unternommen, die Ziele im Hinblick auf die sich verändernde kultur- und wissenschaftspolitische Situation hin neu zu formulieren.

Literaturwissenschaft und Archiv

Literaturarchive und Handschriftenabteilungen von Bibliotheken horten mit den Nachlässen von Schriftstellerinnen und Schriftstel-

lern einzigartige Dokumente, die für die literaturwissenschaftlichen Forschung von grundlegender Bedeutung sind. Das Spektrum von Fragestellungen, die an Nachlässe und Archive herangetragen werden, ist ausgesprochen breit. Unerlässlich sind solche Materialien mit Sicherheit für die biografische Forschung. Insbesondere die überlieferten Korrespondenzen und Lebenszeugnisse erlauben Aufschlüsse über das Leben eines Schriftstellers. Auch soziologische und psychologische Forschungen sind auf Quellenarbeit angewiesen, linguistische, kultur- und allgemeine historische Fragestellungen sind ohne sie nicht vorstellbar. Als Forschungsgegenstand von besonderem Interesse gelten ausserdem seit längerer Zeit die text- und werkgenetischen Untersuchungen, unabdingbare Voraussetzung von historisch-kritischen Editionen. Dass textgenetische Forschungen nicht nur im Hinblick auf solche Editionsprojekte notwendig, sondern auch für die Literaturwissenschaft im allgemeinen fruchtbar sind, zeigen die Arbeiten der französischen *Critique Génétique*. Diese Forschungsmethode, die Rekonstruktion der Entstehung literarischer Werke aufgrund von Manuskripten und Dokumenten aus dem Nachlass einer Schriftstellerin, eines Schriftstellers, beginnt sich auch im deutschsprachigen Raum zu etablieren, und die Erkenntnis dringt durch, dass Aufschlüsse, die die Werkentstehung liefert, zu einem vertieften Verständnis literarischer Texte beitragen, ja, dass viele Werke der Literatur ohne Kenntnis der Textgenese gar nicht adäquat verstanden werden können.

Wer kann aber eine solche textologische Erforschung¹ literarischer Werke leisten? Welches sind die Voraussetzungen, die es braucht, um textgenetische Prozesse verstehen zu können? Die Arbeit mit den Manuskripten setzt eine intime Kenntnis der biografischen Lebensumstände des Autors und

1 «Textologisch» hier im Sinne Siegfried Scheibes, vgl. dazu Rudolf Probst: Siegfried Scheibe: *Kleine Schriften zur Editions-wissenschaft*. (Rezension.) In: *Sichtungen. Archiv – Bibliothek – Literaturwissenschaft. Internationales Jahrbuch des Österreichischen Literaturarchivs*. 2. Jg., 1999. Zusammen-gestellt von Andreas Brandtner und Volker Kaur-koreit. Wien: Turia + Kant, 1999. S. 214 – 218.

seiner Arbeitsweise voraus, die sich im Laufe der Zeit auch ändern können. Es ist daher von Vorteil, nicht nur die Materialien zu einem bestimmten Werk zu kennen, sondern es ist dringend nötig, sich einen Überblick über den gesamten betreffenden Nachlass zu verschaffen. Die Untersuchung der Originalmanu- und -typoskripte ist äusserst zeitintensiv, vielfach ist ein eingehender Vergleich verschiedener Fassungen notwendig, um etwa die zeitliche Situierung einzelner Versionen präzise bestimmen zu können.

Alle diese Voraussetzungen vereinigen Literaturwissenschaftlerinnen und Literaturwissenschaftler, die als Archivarinnen bzw. Archivare tätig sind. In dieser Funktion eignet man sich im Umgang mit Archiven und Nachlässen Kenntnisse an, die sich Forschende erst mühsam erarbeiten müssten. Aber nur in seltenen Fällen kommen Archivare dazu, selbst zu forschen, meist fehlt die Zeit, um Untersuchungen an Nachlassmaterialien vorzunehmen. Im SLA, das, gemessen an seinen Materialbeständen, gegenüber vergleichbaren Institutionen personell unterdotiert ist, erfüllen Archivarinnen und Archivare die unterschiedlichsten Aufgaben. Sie kümmern sich um die verschiedenen Arbeitsstufen, die die literarischen Materialien vom Moment der Kontaktnahme eines potentiellen Gebers bis hin zu den Auswertungen durchlaufen: sie führen die Erwerbs- und Vertragsverhandlungen, sichten und inventarisieren den Nachlass und kümmern sich um dessen konservatorische Begutachtung. Ausserdem nehmen sie Auskunft- und Beratungstätigkeiten gegenüber Benutzenden und Forschenden wahr und sind verantwortlich für Ausstellungen, Publikationen und Vorträge.

In diesem reichhaltigen archivarischen Aufgabenkatalog nimmt Forschung im Archivalltag einen nicht besonders hohen Stellenwert ein. Die Aufgaben des Archivars bestehen in erster Linie im Ordnen, im archivgerechten Einlagern der Dokumente, im Vorschlagen und Ergreifen von Massnahmen zu ihrem Schutz und ihrer Erhaltung sowie im Erstellen eines elektronischen Findmittels. Trotz dieser vielfältigen Aufgaben ist es wünschenswert, dass Archivare und Archivarinnen ihr Wissen Forschenden zur Verfügung stellen und auch für eigene Projekte einen Teil ihrer Arbeitszeit

reservieren können. Immerhin ist es gelungen, mit dem seit 1997 zweimal jährlich erscheinenden Newsletter *CH-Lit, Mitteilungen zur deutschsprachigen Literatur der Schweiz* interessierte Forscherinnen und Forscher über aktuelle Projekte, Neuerwerbungen sowie entsprechende Veranstaltungen zu informieren. Darüber hinaus enthält *CH-Lit* eine Bibliografie der allgemeinen Sekundärliteratur zur deutschsprachigen Schweizerliteratur.

Forschungsprojekte der vergangenen Jahre

Trotz eingeschränkter Möglichkeiten hat das SLA im Laufe der letzten Jahre mehrere Forschungsprojekte durchgeführt, wobei zusätzliche, über Drittmittel finanzierte Arbeitskräfte beigezogen werden konnten. Einen eigentlichen Forschungsschwerpunkt bildet der Nachlass Friedrich Dürrenmatts, einer der wichtigsten und meistkonsultierten Nachlässe des SLA. Die Forschungsarbeiten am Nachlass Dürrenmatt wurden durch den Schweizerischen Nationalfonds für die wissenschaftliche Forschung finanziert; er hat diese Kooperation zwischen SLA und der Universität Bern während bisher sieben Jahren grosszügig unterstützt. Von 1995 bis 1997 wurde die Entstehung des Theaterstücks *Der Mitmacher* untersucht und in seiner Rolle als Auslöser für Dürrenmatts Abkehr von der Dramatik und Hinwendung zu seiner späten Prosa interpretiert.²

Im unmittelbaren Anschluss an dieses erste Forschungsprojekt konnte ein zweites realisiert werden, dessen Gegenstand Dürrenmatts späte Autobiografie *Stoffe*³ bildet. Die Untersuchung der über 20-jährigen Genese zeigt, dass sein gesamtes Spätwerk mit diesem Werk zusammenhängt. Das 3-jährige Projekt fand im März 2000 seinen Abschluss. Die Manuskripte im Umfang von über 22 000 Seiten, die Friedrich Dürrenmatt im Verlauf von über 20 Jahren zu seinem autobiografischen und poetologischen Spätwerk *Stoffe* verfasste, wurden im Detail inhaltlich erschlossen, ihr genetischer Zusammenhang rekonstruiert und kommentiert. In exemplarischen Analysen und Interpretationen haben die Projektmitarbeitenden das Verhältnis von Fiktion und Autobiografie, das komplexe selbst-

2 Vgl. dazu Ulrich Weber: «Ob man sich selbst ein Stoff zu werden vermag?» Kierkegaard und die Entwicklung des subjektiven Schreibens in Dürrenmatts «Mitmacher»-Komplex; sowie Rudolf Probst: Friedrich Dürrenmatts Komödie «Der Mitmacher»: Abschied vom Drama? In: Quarto. Zeitschrift des Schweizerischen Literaturarchivs, Nr. 7, Oktober 1996, S. 39 – 58.

3 Publiziert in den Bänden *Labyrinth: Stoffe I – III* und *Turmbau: Stoffe IV–IX*, beide Zürich: Diogenes 1990.

referentielle Verhältnis der *Stoffe* zum Gesamtwerk des Autors und die Rezeption und Transformation philosophischer Konzepte und deren Zusammenhang mit der Poetik der Stoffe untersucht.⁴ Die im SLA inventarisierten umfangreichen Manuskripte aus der 20-jährigen Entstehungszeit bilden einen gewaltigen Fundus, der nach der wissenschaftlichen Erschließung zur zentralen Quelle für das Verständnis des Spätwerks von Friedrich Dürrenmatt zu werden verspricht.

Der Schweizerische Nationalfonds hat 2001 zum Abschluss des langangelegten Dürrenmatt-Forschungsprojekts einem Antrag für die Publikation einer genetischen Edition von Friedrich Dürrenmatts *Stoffen* entsprochen. Seit November 2001 erarbeiten die beiden Projektmitarbeitenden Rudolf Probst und Ulrich Weber die Textgrundlagen für die geplante Edition, die in Zusammenarbeit mit der Diogenes Verlag AG Zürich herausgegeben werden soll. Neben den publizierten beiden Bänden von Dürrenmatts *Stoffen – Labyrinth* und *Turmbau* – sollen umfangreiche Texte und Materialien aus der Entstehungszeit von Dürrenmatts Autobiografie in die Ausgabe aufgenommen werden. Das Projekt ist auf ein- und einhalb Jahre befristet.

Das SLA hat sich allerdings nicht nur mit seinem Gründervater beschäftigt. Neben demjenigen zu Dürrenmatt sind auch noch andere Forschungsprojekte zu erwähnen: So konnte der Nachlass des französischsprachigen Dichters und Schriftstellers Blaise Cendrars im Rahmen eines vom Schweizerischen Nationalfonds finanzierten Forschungsprojektes in einer ersten Runde aufgearbeitet werden. Das Projekt wurde vom Centre d'Etudes Blaise Cendrars (C.E.B.C.) der Universität Bern ausgearbeitet und erfolgreich durchgeführt. Die zehnjährige Laufzeit erlaubte es dem C.E.B.C. unter der Leitung von Jean-Carlo Flückiger, wichtige unveröffentlichte Texte von Cendrars sowie verschiedene Studien über ihn und seine Werke zu publizieren. In der Reihe der *Cahiers Blaise Cendrars* erschienen nebst dem von Marius Michaud erstellten *Catalogue du Fonds Blaise Cendrars* (1989) und anderen Studien die kritischen Ausgaben von *LEubage* (Jean-Carlo Flückiger, 1995), *La Vie et la mort du Soldat inconnu* (Judith Trachsel, 1995) und *La Carissima* (Anna Maibach, 1996). Die bis jetzt

erschienenen Nummern 1 bis 10 der Revue *Continent Cendrars* enthalten neben zahlreichen Essays unveröffentlichte Fragmente wie zum Beispiel die erste 1918 niedergeschriebene Version von *La Main coupée*. Dank eines neuen vom Schweizerischen Nationalfonds gesprochenen Kredites können Jean-Carlo Flückiger und Christine Le Quellec Cottier ihre Erforschung des Fonds Blaise Cendrars weiterführen, indem sie an der geplanten grossen kritischen Gesamtausgabe des Dichters mitarbeiten.

Zu erwähnen ist ebenfalls ein mittlerweile abgeschlossenes Forschungsprojekt, das die zeitgeschichtlich bedeutsamen Nachlässe Golo Manns, Niklaus Meienbergs, Arnold Künzlis und Jean Rudolf von Salis' unter historischer Perspektive untersuchte. Sibylle Birrer, Reto Caluori, Kathrin Lüssi und Roger Sidler erschlossen mit der grosszügigen Unterstützung der Silva-Casa Stiftung zwischen Februar 1998 und Oktober 2000 die betreffenden Nachlässe und das Archiv in archivalischer Hinsicht und werteten sie wissenschaftlich aus. Als Ergebnis liegen vier im Rahmen der *Arbeitsberichte* des SLA herausgegebene Inventare und das im Chronos-Verlag erschienene Buch *Nachfragen und Vordenken. Intellektuelles Engagement bei Jean Rudolf von Salis, Golo Mann, Arnold Künzli und Niklaus Meienberg* vor.⁵ Die Silva-Casa Stiftung hat mit ihrem Beitrag eine archivalische und wissenschaftliche Arbeit ermöglicht, die in der gegenwärtigen finanziellen Situation der öffentlichen Hand nie hätte realisiert werden können. Sie hat darüber hinaus vier Angehörigen der nächsten Forschungsgeneration die Gelegenheit gegeben, in einem wissenschaftlichen Umfeld tätig zu werden, zu publizieren und innerhalb einer Institution Arbeitsplatzerfahrungen zu sammeln.

Neuland im Forschungsbereich betrat das SLA anlässlich seines 10-jährigen Bestehens mit einem internationalen Kolloquium. 18 Referenten aus dem In- und Ausland präsentierten ihre Forschungsergebnisse zum Thema *Vom Umgang mit literarischen Quellen*. Die Forschenden beschäftigten sich eingehend mit den verschiedenen theoretischen und methodischen Strömungen, der verlegerischen Praxis, den Ergebnissen einiger spezieller Recherchen und der biografischen Quellenarbeit. Die angereg-

4 Der Schlussbericht sowie die Dokumentation zum gesamten Projekt sind im Schweizerischen Literaturarchiv einsehbar, die an internationalen Friedrich-Dürrenmatt-Symposion 1998 in Bern vorgestellten Beiträge sind in Buchform erschienen: Peter Rusterholz und Irmgard Wirtz (Hg.): *Die Verwandlung der «Stoff» als Stoff der Verwandlung. Friedrich Dürrenmatts Spätwerk*. Berlin: Erich Schmidt, 2000.

5 Zusätzlich konnten eine Reihe von weiteren, ursprünglich nicht vorgesehenen Projekten realisiert werden, z. B. die Publikation des Bändchens Golo Mann: *Emigraton. Zwei Vorträge*. Hg. von Kathrin Lüssi und Thomas Feitknecht. Bern: H. Huber, 1999.

ten Diskussionen haben gezeigt, dass das Bedürfnis zum Austausch über spezifisch auf Quellenmaterial ausgerichtete Forschungsaspekte gross ist und dass Archive gerade in diesem Ansatz besondere Impulse zu geben imstande sind. Die Referate wurden in einem Kolloquiumsband publiziert.⁶

Neben diesen auf mehrere Jahre angelegten Forschungsprojekten sind im Zusammenhang mit Erschliessungsarbeiten eine stattliche Anzahl von Arbeiten aus der Feder von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des SLA hervorgegangen, die zum Teil als Arbeitsberichte vom SLA selber herausgegeben und teilweise in Fachzeitschriften oder Sammelbänden publiziert worden sind.⁷

Diese Beispiele literatur- und geisteswissenschaftlicher Forschung aus dem SLA haben klar gezeigt, dass Forschungsarbeiten und -projekte, die direkt von der Institution initiiert, betreut und teilweise auch von ihr selber betrieben werden, nicht nur als Erfolg im wissenschaftlichen Diskurs verbucht werden können, sondern darüber hinaus noch weitere Folgen zeitigen. So gehört die dem eigentlichen Forschungsprojekt vorangehende Archivierungs- und Ordnungsarbeit zu den Kernaufgaben eines Archivs, und gerne nimmt man ein Forschungsprojekt zum Anlass, ungeordnete oder zu wenig tief erschlossene Bestände gezielt einer detaillierten Ordnungsarbeit zu unterziehen. Ausserdem zieht die Etablierung eines Archivs im Forschungsbereich erfahrungsgemäss weitere Forschung nach sich: Hervorragend aufgearbeitete Bestände sowie die Präsentation eigener Forschungsergebnisse wirken befördernd auf weitere Auseinandersetzungen in ähnlichen Bereichen. Diese gegenseitige Wechselwirkung von eigener und durch Dritte ausgeführter Forschung wirkt sich ausgesprochen positiv auf die Institution aus, die dadurch ihrem erklärten Ziel, ihre Materialien nicht nur zu archivieren, sondern im weitesten Sinne der Öffentlichkeit zugänglich zu machen und auch auszuwerten, in vermehrtem Mass nachkommen kann.

Zukunftsperspektiven

Wenn ein Archiv diese durch Wechselbeziehungen zwischen Archiv- und Forschungsar-

beit sich ergebenden Impulse aufnehmen und fruchtbar machen will, ist es heute mehr denn je auf Kooperation und die Beschaffung von Drittmitteln angewiesen. Im Sinne einer kohärenten, auf die Bedürfnisse und Möglichkeiten des Archivs und auf seine Bestände ausgerichteten Forschungspolitik sowie in einer in Veränderung begriffenen Forschungslandschaft hat sich das SLA für die kommenden Jahre einige Richtlinien vorgegeben und wird sich auf ausgewählte Schwerpunkte konzentrieren. Dabei ist zu unterscheiden zwischen Massnahmen zur Förderung der Forschung Dritter und interner Forschung, wobei möglichen Kooperationsformen mit anderen Institutionen und Organisationen stets Rechnung getragen werden soll.

Im Hinblick auf die Intensivierung der Forschung von Dritten hat sich das SLA in letzter Zeit vermehrt um den Kontakt zu inländischen und ausländischen Universitäten bemüht. Ziel ist in erster Linie das Bekanntmachen unserer Bestände, die, zumindest in Bezug auf die 2. Hälfte des 20. Jahrhunderts, eine hinter die gedruckten Texte zurückgehende Forschung überhaupt erst sinnvoll ermöglichen. Im Inland bieten wir ausserdem eine Einführung an, die entweder im SLA selber oder im Rahmen einer passenden universitären Veranstaltung das SLA vorstellt und auf mögliche Forschungsthemen bezüglich seiner Bestände hinweist. Auf diese Weise werden Studierende höherer Semester konkret auf die Forschung an den Quellen und auf mögliche Themen aufmerksam gemacht, was erfahrungsgemäss vermehrt zu entsprechenden Lizentiatsarbeiten und Dissertationen führt. Ein erfolgreiches Beispiel für eine solche Zusammenarbeit ist die soeben fertig gestellte Dissertation von Christa Grötzinger Strupler über Gertrud Wilker: *Aber ist es möglich, Leben im nachhinein durch Wörter wieder zu beleben? Zum Kurzprosawerk Gertrud Wilkers. Mit ausgewählten Texten aus den Publikationen und dem Nachlass*. In einer ersten Phase hat Christa Grötzinger den damals nahezu unerschlossenen Nachlass aufgearbeitet und dann aufgrund der dabei gewonnenen Erkenntnissen ihr Dissertationsthema ausgearbeitet.

Ein weiterer Schritt in Richtung Forschungsförderung befindet sich gegenwärtig in Planung. Es geht dabei um die Realisierung

6 Stéphanie Cudré-Mauroux, Annetta Ganzoni und Corinna Jäger-Trees: *Vom Umgang mit literarischen Quellen*. Internationales Kolloquium vom 17. – 19. Oktober 2001 in Bern. Genève: Slatkine 2002.

7 Die Publikationsliste des SLA ist unter http://www.sn.ch/d/fuehr/sl_i_publ.htm einsehbar.

eines Vertiefungskurses *Schweizer Literatur*, der fortgeschrittenen Studierenden Gelegenheit geben soll, sich während mehrerer Tage intensiv mit einem Thema oder einem Autor bzw. einer Autorin zu beschäftigen, dabei den Umgang mit literarischen Quellen kennenzulernen und ihre Arbeitsthemen im Rahmen der Bestände des SLA zu formulieren. Kooperationen mit Weiterbildungs- und Lehrerfortbildungsinstitutionen sowie Universitäten werden gegenwärtig geprüft.

Um nach dem Abschluss des Dürrenmatt-Projektes auch die eigene Forschung weiterzuführen, soll im Laufe des Jahres 2003 mit der Formulierung eines neuen Nationalfondsprojektes begonnen werden. Die Themenwahl wird sich in erster Linie an den Beständen des SLA orientieren, gleichzeitig aber auch Synergien und Abgrenzungen zu bereits laufenden Projekten nicht ausser Acht lassen.

Darüber hinaus wird sich das SLA an einem Pilotprojekt zum Thema *Deutschsprachige Schweizerliteratur zwischen 1918 und 1933* der Gesellschaft zur Erforschung der Deutschschweizer Literatur (GEDL) beteiligen. Am 13. September 2003 findet im SLA ein Kolloquium statt, das Interessierten Gelegenheit geben soll, ihre Projekte in Kurzreferaten vor und zur Diskussion zu stellen.⁷ Schliesslich ist eine Zusammenarbeit mit der Universität Genf geplant: Stéphanie Cudré-Mauroux bereitet ein wissenschaftliches Kolloquium zu Georges Poulet vor.

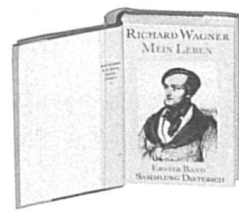
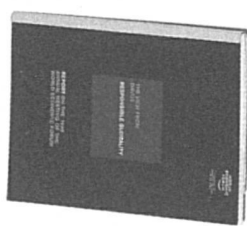
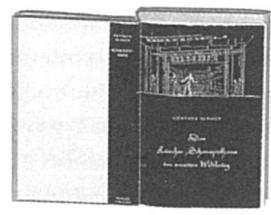
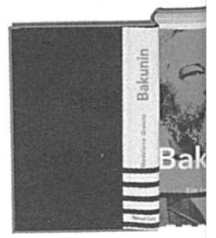
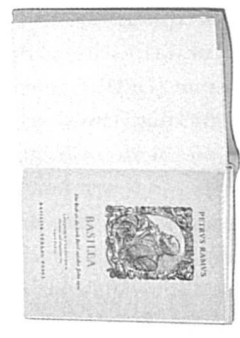
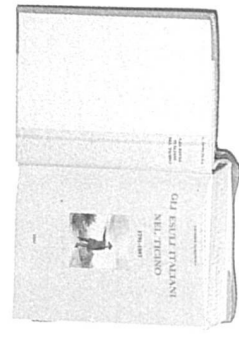
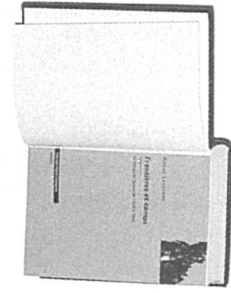
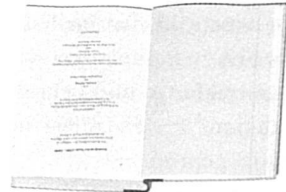
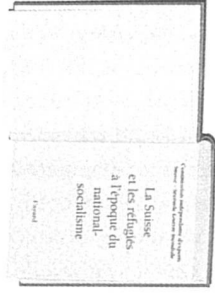
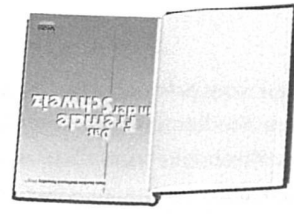
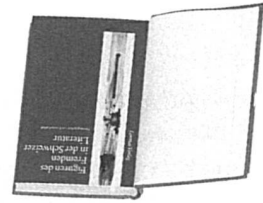
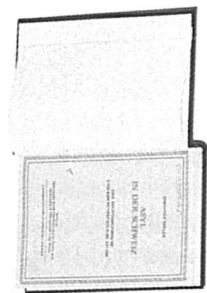
Als Grundlage für all die Forschungsprojekte hat sich das SLA ausserdem zum Ziel gesetzt, seine Funktion als Informationsdrehscheibe und Anlaufstelle für Recherchen über die Literaturen der Schweiz zu verstärken. Vor allem die Homepage des SLA soll zu einem eigentlichen Forschungsportal ausgebaut und im internationalen Rahmen vernetzt werden. Ein wichtiger Schritt in diese Richtung ist die Online-Zugänglichkeit zum *Repertorium der handschriftlichen Nachlässe in Bibliotheken und Archiven der Schweiz*, das nun in Form einer laufend aktualisierten Internetdatenbank vorliegt. Im Bibliothekssystem Helveticat der Schweizerischen Landesbibliothek finden sich neben den Globalnotizen zu den einzelnen Nachlässen nun neu auch die beiden Bibliografien *Bibliographie annuelle des lettres romandes (BLR)* ab 1993 und die *Bibliographie zur*

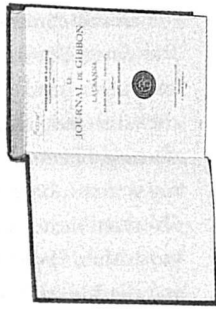
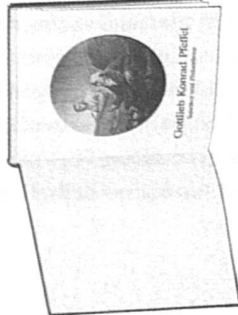
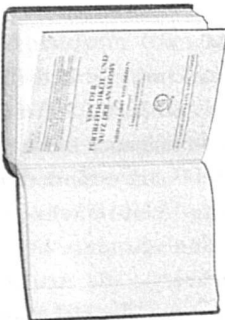
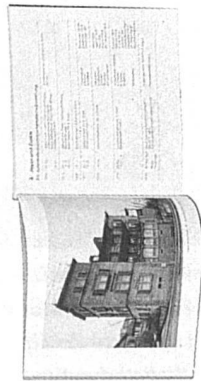
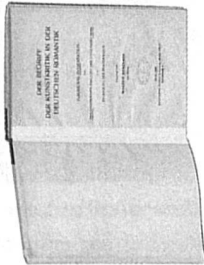
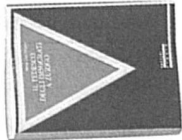
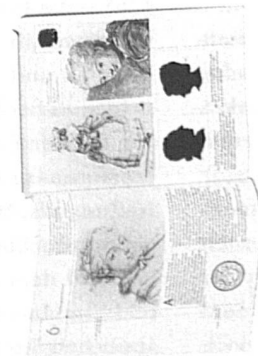
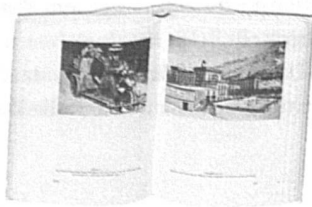
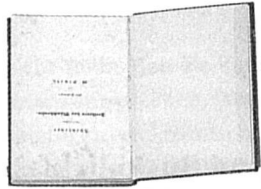
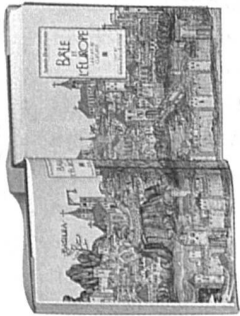
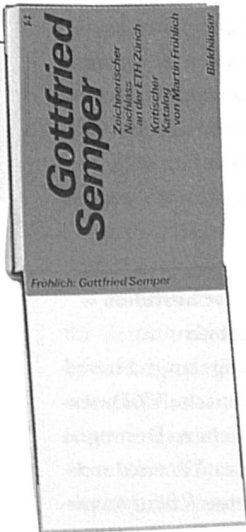
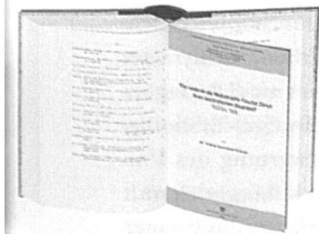
deutschsprachigen Schweizerliteratur (BSL) ab 1997, zu finden unter der Mehrkatalogsuche im Bereich *Biblio*. Mittelfristig sollen auch die Inventare der Nachlässe und Archive des SLA auf der Homepage präsentiert werden. Das SLA ist ausserdem an das EU-Portal MALVINE angeschlossen. Eine Online-Bibliografie zur Sekundärliteratur über Friedrich Dürrenmatt seit 1987 und zahlreiche Links zu verwandten Homepages systematisieren und erweitern das bestehende Angebot.⁸

Mit diesen Massnahmen erhofft sich das SLA eine verstärkte Positionierung einerseits im Schnittbereich zwischen Archiv und wissenschaftlicher Forschung, andererseits als Informationsportal für alle Belange betreffend die Literaturen der Schweiz, ein Ziel, das dem gegenwärtigen politischen Desiderat nach Intensivierung der Forschung generell und in den Geisteswissenschaften im Speziellen entgegenkommt.

7 Weitere Informationen sind erhältlich über den Präsidenten der Gesellschaft: Professor Dr. Rémy Charbon, Limmattalstrasse 314, CH-8049 Zürich; Email: r.charbon@swissonline.ch

8 Adresse deutsch: www.snl.ch/d/fuehr/sl_index.htm; Adresse französisch: www.snl.ch/f/fuehr/sl_index.htm





Die Schweizerischen Gesamtkataloge: ein Aus- und Rückblick¹

Der Schweizerische Zeitschriften- gesamtkatalog (VZ) im Wandel

Geschichte eines Zeitschriften- verzeichnisses

Die roten Bände sind den meisten Bibliothekarinnen und Bibliothekaren noch in Erinnerung, bei den grünen muss man bereits die älteren Semester fragen. Aber revolutionär war die Idee am Anfang des letzten Jahrhunderts schon, als die Herren Bibliothekare aus Zürich, zusammen mit dem Vorstand der Vereinigung der Schweizer Bibliothekare im Jahr 1904 das erste *Zeitschriftenverzeichnis der Schweizer Bibliotheken* herausgaben. Aus diesem schmalen Bändchen von 173 Seiten wurde 1991 das 3-bändige VZ-7 (*Verzeichnis ausländischer Zeitschriften und Serien in schweizerischen Bibliotheken*) mit über 3000 Seiten. 1986, bei Beginn des Aufbaus der heutigen VZ-Datenbank, war das angestrebte Ziel die Herausgabe dieses gedruckten VZ-7. Noch sprach niemand, im Zeitalter der Grossrechner, Terminals und Standleitungen, von Internet und WWW.



besser fortlaufende Publikation – kommt als Print-Medium oder bereits viel häufiger als elektronisches Medium daher. Somit muss sich niemand mehr aus dem Sessel erheben. Die Bibliotheksbenutzerin, der Bibliotheksbenutzer würde sich am liebsten von Datenbank zu Katalog und zu Zeitschriftenartikel per Link und Klick schwingen – wie einst Tarzan von Liane zu Liane.

Auch die Bibliotheken und deren Kataloge machen einen starken Wandel durch.

Dass niemand mehr weiss, was ein Zettelkatalog ist, erstaunt sicher nicht. Dass der OPAC nur den Bestand einer Bibliothek nachweist, auch dies ist seit einigen Jahre bereits veraltet; denn eine Bibliothek gehört zu einem Netzwerk/Verbund oder verzeichnet ihre Bestände in Gesamtkatalogen, deren Daten importiert oder exportiert, allen zur Verfügung gestellt und ausgetauscht werden usw. usw.

Nur was sich ändert bleibt bestehen – eine Studie und ihr Ergebnis

Somit sind wir beim Thema angelangt. Ein verändertes Umfeld und eine statische VZ-Datenbank – das kann nicht gut gehen. Deswegen begannen wir Mitte 2001 das VZ zu durchleuchten und versuchten seine Zukunftsaussichten zu beurteilen.

Bei der Erarbeitung der Studie bedienten wir uns verschiedener Mittel: Analyse des Ist-Zustands, Workshops mit und Befragungen von Fachleuten aus Schweizer Bibliotheken und dem Ausland, Bewertung des Umfelds im In- und Ausland, Vergleich mit ähnlichen Instrumenten, Aufstellung einer Kosten/Nutzen-Rechnung. Die Ergebnisse wurden Ende 2001 in einem Bericht zusammengestellt.²

Darin wurde festgestellt, dass die heutige Struktur, Organisation und die Dateneingabe

¹ Dieser Beitrag erschien in leicht abgeänderter Form unter dem Titel *Aktuelle Perspektiven für die beiden Schweizerischen Gesamtkataloge* in ARBIDO 2002/11, S. 16 – 18.

² *Neuorientierung des Schweizerischen Zeitschriftengesamtkatalogs*: http://www.trialog.ch/pub/1/2002-02-04_Triolog_AG_Bericht_VZ.pdf

nicht mehr den Bedürfnissen und Möglichkeiten entsprechen. Wenn in den Bibliothekskatalogen elektronisch gespeicherte Daten existieren und die VZ-Redaktion diese Daten nochmals von Hand erfasst, der gut überschaubare Nachweis in eben dieser Datenbank es aber doch nicht erlaubt direkt zum Ziel – zum Artikel – zu gelangen, dann begreift man sicher, warum die heutige Datenbank keine grosse Zukunft hat. Auch gibt die Datenbank keinen Gesamtüberblick über die Bestände der Schweizer Bibliotheken, da sie nur eine Auswahl der Titel enthält und nicht alle Bibliotheken Mitglied sind.

Welche Schlussfolgerungen wurden gezogen? Die heutige Datenbank kann so nicht weitergeführt werden, und es ist auch nicht möglich sie weiterzuentwickeln.

Mehrere Lösungsvarianten wurden erarbeitet und sollen hier kurz skizziert werden.

Lösungsmöglichkeit 1: Der Zeitschriftengesamtkatalog wird eingestellt. Er wird nicht benötigt, da die meisten Zeitschriftenbestände in den OPACs der Bibliotheken und Verbände nachgewiesen und bestellt werden können. Niemand möchte weiterhin in einen veralteten Gesamtkatalog investieren.

Lösungsmöglichkeit 2: Weiterführung des Gesamtkatalogs unter modernen Bedingungen. Hierzu gibt es zwei Varianten.

A: Reduzierung des Gesamtkatalogs auf die Zeitschriftenbestände der Nichtverbundbibliotheken (Bibliotheken, die an keinem schweizerischen Verbund beteiligt sind). Hier nimmt man an, dass die anderen Bestände über die Verbundskataloge sehr gut zu lokalisieren und zu bestellen sind.

B: Aufbau eines neuen, modernen schweizerischen Zeitschriftengesamtkatalogs. Ein neuer allumfassender Gesamtkatalog mit neuzzeitlicher Technologie und mit einer gut organisierten Mitgliedschaft wird aufgebaut.

Lösungsmöglichkeit 3: Internationale Zusammenarbeit mit einem bereits existierenden, gut organisierten Zeitschriftengesamtkatalog. Vorgeschlagen wird die Zusammenarbeit mit der Zeitschriftendatenbank (ZDB) in Deutschland, die als zentrale Katalogisierungsdatenbank grosse Vorteile böte.

Der erste Entscheid:

ZDB (<http://zdb-opac.de:7000/>)

Die SLB und die Kommission der Universitätsbibliotheken (KUB) sehen in der internationalen Zusammenarbeit mit der ZDB eine gute Lösung. Was würde das für die Schweizer Bibliotheken bedeuten?

Die grossen Bibliotheken – meistens Universitätsbibliotheken – katalogisieren direkt ihre neuen Zeitschriftentitel in die ZDB oder hängen ihre Bestandesangaben (Lokaldaten) an die bereits vorhandenen Titelaufnahmen an. Die Universitätsbibliotheken betreuen jeweils die Zeitschriften der Institutsbibliotheken mit, d.h. sie katalogisieren die Titel in die ZDB. Die anderen Bibliotheken könnten von der Schweizer Zentralredaktion (ehemals VZ-Redaktion) oder den grossen Bibliotheken betreut werden, welche die Katalogisierung der neuen Titel übernehmen und Titelmutationen durchführen würden.

Die Bestandesangaben werden von den meisten Bibliotheken selbst eingegeben. Für Bibliotheken, die nur wenige laufende Zeitschriften besitzen, könnten das die Universitätsbibliotheken oder die Zentralredaktion Schweiz übernehmen. Die aktuellen Zeitschriftendaten werden in regelmässigen Abständen in die Verbund-Kataloge und die einzelnen Bibliothekskataloge mit den jeweiligen Lokaldaten geladen. Somit werden Zeitschriftentitel nur einmal katalogisiert, und die Schweizer Bibliotheken profitieren vom bereits vorhandenen grossen Datenpool der ZDB. Ein weiterer Vorteil wäre die Mitbenutzung der Körperschaftsdatei (GKD). Die Informatikplattform (Die Deutsche Bibliothek, Frankfurt) und die Organisation (Deutsche Staatsbibliothek – ZDB, Berlin) ist bereits vorhanden und muss nicht neu aufgebaut werden. Dieses waren weitere die Gründe, die zur Empfehlung dieser Lösung führten.

Hindernisse

Eine Zusammenarbeit mit der ZDB könnte sofort gestartet werden, aber ... – was steht dem im Wege? Die unterschiedlichen Regelwerke in Deutschland (RAK/ZETA) und der Schweiz (AACR2) bilden eine Erschwernis. Der Standardisierungsausschuss der deut-

schen Bibliotheken hat beschlossen, auf das angloamerikanische Regelwerk umzustellen, doch wird die Umsetzung noch einige Jahre in Anspruch nehmen. Den Schweizer Bibliothekarinnen und Bibliothekaren kann kaum zugemutet werden, mit zwei unterschiedlichen Regelwerken zu arbeiten. Vor allem die Abweichungen bei Titeländerungen und Körperschaftsansetzungen wären beträchtlich. Da einer Weiterführung der heutigen VZ-Datenbank eindeutig Grenzen gesetzt sind, wurde nach zwischenzeitlichen Lösungen gesucht.

Die heutige VZ-Datenbank

Wie bereits erwähnt, ist die Struktur und die Organisation der heutigen Datenbank veraltet; sie spiegelt auch nicht die Gesamtheit der Zeitschriftenliteratur der Schweizer Bibliotheken wider. Für die Schaffung eines Nachfolgeinstruments wird man auf die aktuellen Daten der Bibliothekskataloge zurückgreifen. Nur der kleinere Teil der Daten würde – besonders bei älteren Zeitschriftenbeständen – aus der VZ-Datenbank übernommen werden. Deshalb wurde beschlossen, die heutige VZ-Datenbank nicht weiter zu aktualisieren, sie aber für die nächste Zeit – sogar auf einer neuen Software (VIRTUA) – zur Verfügung zu stellen.

Zwischenschritte und Zukunft

Für die Nachfolge des Zeitschriftengesamtkatalogs bieten sich zwei Möglichkeiten an: Entweder einen modernen physischen Gesamtkatalog aufbauen, der sich später in die ZDB einfügen lässt, oder einen virtuellen Gesamtkatalog der Schweizer Verbände schaffen, der eine bequeme Zeitschriftenrecherche erlaubt. Die Vor- und Nachteile (bei Aufbau und Unterhalt) des physischen und des virtuellen Katalogs halten sich die Waage. Somit war für eine Entscheidung die zukünftige Strategie der Bibliotheken ausschlaggebend.

Nach der Prüfung der Offerten von verschiedenen Firmen hat die SLB der KUB in der Novembersitzung 2002 die Realisierung eines virtuellen schweizerischen Zeitschriftengesamtkatalogs mit dem KVK (Karlsruher Virtueller Katalog) vorgeschlagen. Die Direktoren der Universitätsbibliotheken stimmten dem einstimmig zu und stellten die Mitarbeit der Verbände in Aussicht. Ende Januar 2003 werden sich Vertretungen aus den fünf grossen

Schweizer Verbänden – Alexandria, IDS, SGBN, sbt, RERO – zusammen mit der SLB an einen Tisch setzen, um die Umsetzung in Angriff zu nehmen.

Die Installation eines virtuellen Zeitschriftenportals – mit dem Zugriff auf die Daten dieser Verbände, den Helveticat und die VZ-Datenbank – sollte im ersten Quartal des Jahres 2003 erfolgen.

Der Gesamtkatalog der Monografien: eine Informationsplattform für die Schweizer Bibliotheken

Die Anfänge

Ein bedeutender Meilenstein in der Geschichte der Schweizer Bibliotheken war die Gründung des Schweizerischen Gesamtkataloges der Monografien (GK), welcher 1928 nach einigen vergeblichen Anläufen in der Landesbibliothek (SLB) eröffnet werden konnte. Das Minimalprogramm eines Gesamtkataloges, welcher nur die ausländischen Publikationen in den schweizerischen Bibliotheken verzeichnen sollte, hatte die eidgenössischen Räte überzeugt.

Das neue Koordinationsinstrument der helvetischen Bibliothekswelt wuchs ungemein schnell, die Titeleinträge kletterten rasch in Millionenhöhe, und die Standortanfragen der Bibliotheken nahmen laufend zu. Kurz: der GK wurde bald ein unentbehrlicher Teil der nationalen Fernleihe.

Jahr	Meldende Bibliotheken	Titeleinträge	Standortanfragen
1928	18	11 743	
1937	177	1 351 202	1 772
1960	350	2 000 000	46 851
1980	350	4 160 550	70 944
2001	15	5 265 507	15 602

Neue regionale Gesamtkataloge entstehen

Obwohl sich zwischen 1973 und 1981 zwei schweizerische Arbeitsgruppen mit einer Digitalisierung des GK befassten, blieben sämtliche Bemühungen, den GK mit dem Einzug der EDV in die Bibliothekswelt zu informatisieren,

ohne konkretes Resultat. Die Kataloge der Schweizer Bibliotheken hingegen wurden allmählich elektronisch. Daraus entstanden parallel zu den Zettelkatalogen des GK neue digitale Gesamtkataloge, die universitären und regionalen Verbundkataloge der Schweiz. Dementsprechend meldeten die online zugänglichen Bibliotheken ihre ausländischen Bestände nicht mehr dem GK. Ab Mitte der achtziger Jahre gingen daher die Anfragen an den GK laufend zurück und die GK-Kataloge wuchsen langsamer. Während dieser Zeit baute der GK seine Recherchedienstleistungen für Standortanfragen aus. 1997 wurden die GK-Kataloge aus Platzgründen mikroverfilmt, da der GK während der Umbauzeit der SLB (1998 – 2001) in einem anderen Gebäude untergebracht war.

Ein Katalog wird nicht mehr weitergeführt

Ab 1999, mit den weiter verbesserten elektronischen Abfrage- und Bestellmöglichkeiten auf nationaler und internationaler Ebene (IDS, RERO, KVK, Subito usw.) nahmen die Anfragen an den GK nochmals beträchtlich ab. Mitte 2000 wurde die Dienstleistungspalette des GK weiter ausgebaut – den neuen digitalen Möglichkeiten entsprechend. Die Zettelkataloge des GK hingegen werden ab Januar 2003 nicht mehr weitergeführt. Da nur noch wenige Bibliotheken ihre Bestände melden und deswegen seit längerem die Funktion eines nationalen oder zumindest überregionalen Nachweisinstrumentes bei weitem nicht mehr wahrgenommen werden kann, macht eine Fortsetzung dieses Kataloges keinen Sinn mehr. Für die Lokalisation der neuesten ausländischen Publikationen stehen angemessene elektronische Informationsmittel zur Verfügung.

Der Informationsdienst für die Schweizer Bibliotheken

Was bleibt, ist einerseits ein zentrales Rechercheinstrument für die ausländischen Bestände der Schweizer Bibliotheken bis Ende des 20. Jahrhunderts, mit einem Schwerpunkt auf den Veröffentlichungen des 20. Jahrhunderts. Andererseits steht der Informationsdienst des GK weiterhin allen Schweizer Bibliotheken für die Fernleihe und das «Document Delivery» zur Verfügung, insbesondere für die

Lokalisation von ausländischen Dokumenten in Bibliotheken des In- und Auslandes. Als Nationalbibliothek bleiben wir dieser Koordinationsaufgabe stark verpflichtet.

Aufgrund dieser Entwicklung wird der GK organisatorisch ab Januar 2003 mit dem Recherchedienst des Informationszentrums Helvetica zusammengelegt. Diese Drehscheibe für Informationen aus der und über die Schweiz bietet im kommenden Jahr ein stark erweitertes Dienstleistungsangebot an, welches u.a. Auftragsrecherchen, einen Expressservice, eine virtuelle Auskunftsstelle und begleitetes Recherchieren («Lend a Librarian») umfasst. Neu gehört auch das Bearbeiten der Standortanfragen von Schweizer Bibliotheken im Rahmen der Fernleihe zu diesem Bereich. Das GK-Personal, welches aufgrund der Entwicklung der letzten Jahre im Vergleich zu früher nur noch wenige MitarbeiterInnen umfasst, wird neben den GK-Anfragen zusätzliche Rechercheaufgaben übernehmen.

Eine besondere Priorität wird zudem auf die Pflege und Weiterentwicklung unseres elektronischen Angebotes rund um die Fernleihe und die Literaturbeschaffung gelegt, zu welchem nebst vielen praktischen Hinweisen interaktive Dienstleistungen und eine Datenbank der fernleihrelevanten Bibliotheksadressen und -sigel gehören.

Noch offen ist die weitere Zukunft der GK-Kataloge, welche gegenwärtig in Zettelform und mikroverfilmt vorhanden sind. Den längerfristigen Bedarf für einen elektronischen Zugriff darauf wird man nur mittels einer Studie genau abklären können.

Elena Balzardi
Leiterin Projekt E-Helvetica

Das Projekt E-Helvetica: eine Momentaufnahme

*Wenn eine Idee nicht zuerst absurd erscheint, taugt sie nichts.
Albert Einstein (1879 – 1955)*

Einführung

Das Projekt *E-Helvetica* hat das Ziel, elektronische Publikationen zu sammeln, zu erschliessen, zugänglich zu erhalten und zu archivieren. Man unterscheidet zwischen Offline-Publikationen und Online-Publikationen. Offline-Publikationen sind CD-ROMs, DVDs und Disketten. Online-Publikationen sind Publikationen, welche im Internet erscheinen. Die Anfänge des Internets reichen bis in die 1950er Jahre zurück. Seine Gründung war eine von mehreren Reaktionen auf den Sputnik-Schock und wurde vom amerikanischen Verteidigungsministerium veranlasst, um den Rückstand der USA gegenüber der Sowjetunion aufzuholen. 1973 gilt als das eigentliche Gründungsjahr des Internet. Es wurde jedoch weiterhin vorwiegend für militärische Zwecke verwendet. Seit Mitte der 1980er Jahre breitete sich das Internet zunächst in der Welt der Forschung und Wissenschaft aus. Populär wurde es erst in den 1990er Jahren, nach der Einführung des *World Wide Webs*. 1984 waren etwa 1 000 Server in Betrieb, 1987 bereits 10 000 und 1998 etwa 40 Millionen. Die Zahl der weltweit registrierten Domänen hat im Jahr 2001 erstmals wieder abgenommen.

Trotzdem ist heute die Verwendung des Internet und anderer elektronischer Medien wie CD-ROMs, Disketten, DVDs nicht mehr aus dem Arbeits- und Privatalltag wegzudenken. Menschen aus allen Bevölkerungsschichten benutzen elektronische Medien. Forschung, Informationsvermittlung und -beschaffung, Kommunikation und Freizeitgestaltung bauen auf diesen Technologien auf. Die Zahl der Internet-Nutzenden wurde anfangs des dritten Jahrtausends auf ungefähr 500 Millionen Menschen geschätzt¹.

Die grosse Popularität des Internet wirkt sich zunehmend auf die strategische Ausrichtung von Verlagen und anderen Publikations-

produzierenden aus. Neue – auf elektronische Publikationen ausgerichtete – Verlage entstehen, Universitäten verzichten gar ganz auf gedruckte Ausgaben von Forschungsberichten, Privatpersonen vertreiben eigene Publikationen auf dem Internet, und neue Publikationsformen entstehen auf CD-ROMs.



Internationales Umfeld

Diese gesellschaftliche Veränderung hat auf Nationalbibliotheken eine entscheidende Auswirkung. Ihre Sammeltätigkeit muss neu auf elektronische Medien ausgedehnt werden. Die Suche nach geeigneten Archivierungstechnologien, die Anpassung der Arbeitsprozesse, die Neudefinition der Sammlungsrichtlinien und zahlreiche andere Aufgaben sind damit verbunden. Die Idee, Teile des Internet zu archivieren oder Disketten für die Ewigkeit aufzubewahren, mag auf den ersten Blick tatsächlich absurd erscheinen. Keine Bemühungen zu unternehmen und die Zeichen der Zeit nicht zu erkennen, entspräche jedoch einer groben Missachtung der Aufgaben einer Nationalbibliothek. Deshalb bauen zahlreiche Nationalbibliotheken im Rahmen von spezifischen Projekten Archive für ihre nationalen elektronischen Medien auf.

Die Schweizerische Landesbibliothek (SLB) arbeitet mit Der Deutschen Bibliothek und mit der Österreichischen Nationalbibliothek im Bereich der Abstimmung der Sammelgebiete eng zusammen. Am Weitersten fortgeschritten sind die Arbeiten in der Königlichen Bibliothek der Niederlande und in der Australischen Nationalbibliothek. Die Königliche Bibliothek der Niederlande hat Ende 2002 feierlich ein Depot-System für die selektive Sammlung von niederländischen elektronischen Publikationen eröffnet. Allerdings ist auch in diesem System die Langzeitarchi-

¹ Quelle: Der Brockhaus :
*Computer und Informations-
technologie : Hardware, Soft-
ware, Multimedia, Internet,
Telekommunikation.*
Leipzig ; Mannheim : F.A.
Brockhaus, 2003

vierung noch nicht abschliessend gelöst.² Im Rahmen des Projekts *Pandora*³ sammelt die australische Nationalbibliothek seit mehreren Jahren selektiv australische Publikationen aus dem Internet. Im privaten amerikanischen Internet-Archiv *The Wayback Machine*⁴ finden sich Momentaufnahmen zahlreicher Webseiten.

Stand der Arbeiten in der Schweizerischen Landesbibliothek

In der Schweizerischen Landesbibliothek beschäftigt sich das Projekt E-Helvetica mit der Frage des Aufbaus einer Sammlung von helvetischen elektronischen Publikationen. Das Ziel des Projekts E-Helvetica (2001 – 2006) ist der Aufbau eines digitalen Archivs zur Langzeiterhaltung elektronischer Publikationen. Vier Personen (120 Stellenprozent) beschäftigen sich mit je einem Hauptthema dieses neuen Tätigkeitsfeldes.

Die aktuellen Hauptthemen des Projekts E-Helvetica sind ...

... die Archivierung

Die grösste Herausforderung beim Aufbau eines Archivs für elektronische Publikationen liegt in der Entwicklung eines Archivierungssystems. Nicht nur Inhalte sondern auch Darstellung und Funktionalität von elektronischen Medien müssen langfristig erhalten werden. Wir wissen heute, dass für die Erhaltung einer elektronischen Publikation nicht nur Dateien, sondern auch Software und in gewissen Fällen sogar die Hardware für eine einwandfreie Wiedergabe des Inhaltes einer Publikation bestimmend sind.⁵ Als generisches Modell für die Konzeption von Archivierungssystemen wird im internationalen Kontext das OAIS-Modell (Open Archival Information System)⁶ verwendet. Dieses Modell definiert den gesamten Prozess vom Dateneingang über die Datenverwaltung bis zur Datenausgabe. Die SLB kooperiert beim Aufbau ihres Archivsystems mit dem Schweizerischen Bundesarchiv (BAR). Das Archiv wird nach dem OAIS-Modell aufgebaut. Obwohl Sammlungsgebiete, Publikationstypen und Herstellende in der SLB und im BAR nicht identisch sind, können im Bereich der Archivierung Synergien genutzt werden. All-

gemein gültige Lösungen für die beiden Institutionen der Eidgenossenschaft mit Archivierungsauftrag sollen aufgebaut werden. Der Aufbau eines Archivierungssystems, welches die Fähigkeit aufweist, die Zugänglichkeit von Publikationen in ihrer Originalform zu ermöglichen, ist eine der Hauptaufgaben des Projekts *E-Helvetica*. Genauso wichtig wie der Aufbau eines verlässlichen Archivierungssystems ist dessen Finanzierung. Die Eidgenossenschaft muss die finanziellen Mittel dafür bereitstellen. Bis zur Inbetriebnahme eines definitiven Archivierungssystems werden bereits gesammelte Publikationen auf einem Testserver gespeichert.

... die Dissertationen

Doktorandinnen und Doktoranden von einigen schweizerischen Universitäten liefern ihre Dissertationen seit kurzer Zeit teilweise in elektronischer Form ab. Deren Langzeitarchivierung erfolgt in der SLB in elektronischer Form. Die Meldung über ihr Erscheinen erfolgt mittels eines elektronischen Formulars. Die SLB hat mit mehreren schweizerischen Universitätsbibliotheken ein Abkommen über die Ablieferung, die Langzeitarchivierung und die Verfügbarkeit der Dissertationen abgeschlossen. Die lückenlose Sammlung von schweizerischen Dissertationen wird damit weitergeführt.

... die Langzeiterhaltung von Objekten auf Disketten

Im Magazin der SLB befinden sich rund 600 Disketten. Disketten sind massiv vom Zerfall (Entmagnetisierung) bedroht. Sie können teilweise nicht mehr eingelesen werden, weil sie durch ungebräuchlich gewordene Datenträger- oder Dateiformate nicht mehr verwendet werden können. Zur Erhaltung dieser Publikationen wurden die Disketten der SLB auf ein File-System umkopiert. Die Dateien und dazugehörigen technischen Angaben werden vorderhand auf dem Testarchivierungssystem der SLB gelagert. Nach der Inbetriebnahme des definitiven Archivierungssystems werden sie umgelagert.

... die Sammlungsrichtlinien

Die SLB baut die Sammlung von elektronischen Publikationen selektiv auf. Dies bedeu-

2 Weiterführende Information:
<http://www.kb.nl/kb/menue/ken-arch-en.html>

3 Weiterführende Information:
<http://pandora.nla.gov.au/index.html>

4 Weiterführende Information:
<http://webdev.archive.org/index.php>

5 Van Deissen, Raymond J. – The long-term preservation study of the DNEP project : an overview of the results. – Amsterdam : IBM External Communications ; Den Haag : Koninklijke Bibliotheek, 2002.

6 Consultative Committee for Space Data Systems. – Reference model for an open archival information system. – Washington : CCSDS, 2002.

tet, dass die Sammlung aufgrund einer intellektuellen und kontrollierten Auswahl von elektronischen Publikationen erfolgt. Dabei wird eng mit den Produzentinnen und Produzenten von elektronischen Medien zusammengearbeitet. Die Publikationen werden im Katalog Helveticat der SLB erfasst und beschrieben. Als begleitende Massnahme erstellt die SLB in regelmässigen Abständen eine Momentaufnahme (Harvesting) der Internet-Domäne .ch. Diese wird zu Dokumentationszwecken verwendet. Für das Harvesting wird keine beschreibende Erschliessung in Helveticat gemacht.

Information über E-Helvetica

Das Projekt *E-Helvetica* hat sich das Ziel gesetzt, breit und umfassend über seine Aufgaben und Tätigkeiten zu informieren. Die Web-Seite www.e-helvetica.ch richtet sich an das allgemeine Publikum, an Verlage und an Bibliotheken. Zahlreiche Informationen, Fachberichte und weiterführende Links stehen interessierten Personen zur Verfügung.

Im Projekt *E-Helvetica* nimmt «eine Idee, die zuerst absurd erschien», durch die konkreten Arbeiten für den Aufbau eines Archivs für elektronische Publikationen Form an.